



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2015

iram



Maroc



1. Éditorial

p. 3

2. Présentation de l'IRAM

p. 4

3. Faits marquants en 2015

p. 10

4. Activités de l'IRAM

p. 16

5. Tableau de bord 2015

p. 62

6. Les Journées d'études de l'IRAM

p. 69

7. Partenaires de l'IRAM

p. 70

L'année 2015 a vu s'installer dans le paysage quotidien de nombre de pays où l'IRAM travaille des crises politiques et armées durables. L'une de leurs conséquences est le déplacement de populations, fuyant les attentats et la guerre, non seulement vers l'Europe, avec les effets dramatiques que l'on connaît pour les migrants, mais aussi à l'intérieur même des continents, notamment en Afrique. La montée des radicalismes s'exprime aussi en Europe avec pour résultats les attentats abominables de Paris et Bruxelles notamment, et parallèlement l'arrivée sur les scènes politiques européennes de mouvements populistes prônant le repli et l'exclusion.

C'est pourquoi, l'IRAM et les membres du Groupe Initiatives ont voulu en début 2015, prendre la parole pour réaffirmer avec leurs partenaires « ce que nous construisons ensemble est plus important que ce qui nous sépare ».

Fort de cette conviction et malgré un contexte incertain, l'IRAM a continué à s'investir dans la réflexion et la mise en œuvre d'actions participant à l'apaisement des conflits locaux, à la lutte contre les inégalités et l'appui au développement économique des territoires au Sud. La journée d'études de 2015 s'est attachée à cette question de développement économique des territoires et a réuni de nombreux participants du monde de la recherche et de celui des praticiens de l'aide au développement pour réfléchir et débattre.

Dans les activités 2015, un certain nombre de points saillants peut être relevé : l'accroissement des actions au Maghreb, principalement au Maroc et Tunisie, les premiers aboutissements opérationnels de l'effort entrepris sur le thème « Formation et insertion professionnelle des jeunes », le développement d'études en lien avec les questions de sécurité alimentaire et la nutrition en zone de crises ou post-crisis.

Sur le plan financier, vous remarquerez que la situation 2015 renoue avec un résultat positif qui permettra d'investir plus significativement dans des actions innovantes (notamment protection sociale et développement économique territorial) et de prévoir des moyens pour les activités à venir autour de l'anniversaire des 60 ans de l'IRAM en 2018.

De nouveaux salariés ont intégré l'équipe IRAM, et ces nouveaux recrutements se poursuivront en 2016 compte tenu de l'accroissement des activités.

Enfin, après 10 années de présidence, Johnny Egg a souhaité laisser sa place. Il reste néanmoins très impliqué dans les réflexions au sein du conseil d'administration. Ainsi, j'occupe le poste de président depuis l'assemblée générale de juin 2015. C'est donc à ce titre que je vous souhaite une bonne lecture de notre rapport d'activités 2015.

Étienne Beaudoux, président

Juin 2016

L'Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (IRAM) intervient depuis 1957 dans le champ de la coopération internationale. L'institut cherche à conjuguer une expertise indépendante de haut niveau et un engagement éthique.

Orientations et principes d'action

Composé de deux entités, l'association IRAM et sa filiale IRAM Développement (société de droit commercial), le groupe associatif IRAM est une structure indépendante qui combine : i) une implication concrète dans des opérations de développement au Nord comme au Sud via des projets de long terme et des missions courtes d'expertise, en tant qu'opérateur direct ou structure de conseil ; ii) la production, à partir de ces expériences concrètes, de démarches, méthodes et outils ; iii) l'établissement de partenariats de longue durée avec des organisations du Sud ; iv) la contribution à des actions de plaidoyer à différentes échelles ; v) l'enseignement et la contribution à des initiatives de recherche.

L'IRAM inscrit son action dans le sens de la promotion de sociétés moins inégalitaires, du niveau local à l'échelle internationale et pouvant définir librement leurs propres voies de développement.

Notre travail vise à rechercher et promouvoir, en co-construction avec tous les groupes sociaux concernés, des solutions en faveur d'un développement humain durable et d'une cohésion sociétale renforcée. Ces solutions sont caractérisées en particulier par : i) des bases économiques viables porteuses d'intérêts partagés entre les acteurs d'un territoire donné ; ii) des modalités pérennes d'exploitation des ressources reposant sur une juste répartition des droits (et pratiques) d'accès ; iii) un cadre politique favorable s'appuyant sur une gouvernance transparente et partagée, des institutions — publiques et privées — solides, et une société civile plurielle informée et organisée. Cet engagement amène de fait l'IRAM à positionner prioritairement ses activités en appui aux groupes sociaux les plus vulnérables (petits paysans, femmes, jeunes, pasteurs nomades, etc.) dans les pays du Sud.

La recherche d'une cohérence d'analyse et d'action impose d'articuler nos activités à différentes échelles. Ainsi, nous travaillons à la fois à la consolidation des organisations, des institutions et des politiques aux niveaux local, national et régional ainsi qu'à l'adaptation des politiques de coopération. À partir de ces interventions nous sommes amenés à questionner les dynamiques de mondialisation, porteuses d'échanges et d'interdépendances mais aussi de confrontations et d'accroissement des inégalités. De ce fait, l'engagement de l'IRAM qui, au moment de sa création était centré sur l'appui aux politiques nationales des États du Sud, porte également aujourd'hui sur les modèles de développement au Nord et sur les relations économiques internationales.

Les orientations de notre action sont définies dans notre projet associatif (2011-2016), adopté en 2011 à l'issue d'un processus de rédaction collective impliquant des salariés et des membres associés.

Enjeux prioritaires

L'IRAM retient quatre enjeux prioritaires pour mener ses actions :

- Réduction de la vulnérabilité face aux aléas;
- Renforcement des capacités des organisations locales et nationales à influencer les politiques publiques;
- Réappropriation du développement des territoires par leurs acteurs;
- Formation et insertion socio-professionnelle des jeunes ruraux.



Domaines d'intervention

Au regard des enjeux prioritaires retenus dans le projet IRAM, les principaux domaines d'intervention sont :

- Filières, marchés et petites entreprises;
- Systèmes ruraux d'activités et organisations de producteurs;
- Systèmes de financement et microfinance;
- Agriculture irriguée;
- Développement local et décentralisation;
- Formation et insertion des jeunes;
- Élevage, pastoralisme et hydraulique pastorale;
- Environnement, ressources naturelles et changement climatique;
- Sécurité alimentaire et nutritionnelle;
- Accès à l'énergie;
- Genre;
- Politiques agricoles et d'intégration régionale.

Expertise

- Diagnostic, faisabilité et formulation ;
- Mise en œuvre d’actions de développement ;
- Conseil et appui méthodologique ;
- Dispositifs de suivi-évaluation ;
- Évaluation ;
- Capitalisation ;
- Animation de réseaux ;
- Formation ;
- Organisation de journées d’études et de séminaires.

Pays d’intervention

En 2015, l’IRAM est principalement intervenu en :

- Afrique de l’Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d’Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo).
- Afrique centrale (Burundi, Cameroun, Gabon, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Tchad).
- Afrique du Nord (Algérie, Maroc, Tunisie).
- Asie (Cambodge, Laos, Vietnam).
- Afrique de l’Est (Djibouti, Soudan, Tanzanie).
- Afrique australe (Comores, Madagascar, Mozambique).
- Europe (Grande-Bretagne, France).
- Caraïbes (Haïti).

Les interventions en France correspondent essentiellement à des séminaires et des actions de formation.

Sources de financement

L’IRAM met en œuvre son projet selon deux modalités :

- Prestations de services pour des partenaires techniques et financiers : l’IRAM intervient à la demande d’administrations publiques, d’organisations de la société civile ou d’institutions privées. Selon les cas, ces interventions sont financées par les demandeurs eux-mêmes ou par des agences de coopération bilatérales, des organismes multilatéraux, des collectivités territoriales, des fondations, des O.N.G...
- Définition et mise en œuvre d’actions de développement avec nos partenaires : les financements com-

binent des ressources propres (affectation d'une partie des résultats d'exploitation, mobilisation d'expertise bénévole) et des fonds alloués par des entités publiques ou privées.

Équipe IRAM

L'IRAM se compose d'une équipe salariée, en France et dans plusieurs pays du Sud, et de membres de l'association mobilisés sur différents travaux et réflexions.

L'Assemblée générale : elle est constituée de membres honoraires, de membres associés et de membres professionnels. Elle regroupe 90 membres adhérents à l'association IRAM.

Le Conseil d'administration : Le C.A. est constitué de 7 personnes (5 membres associés et 2 membres professionnels) :

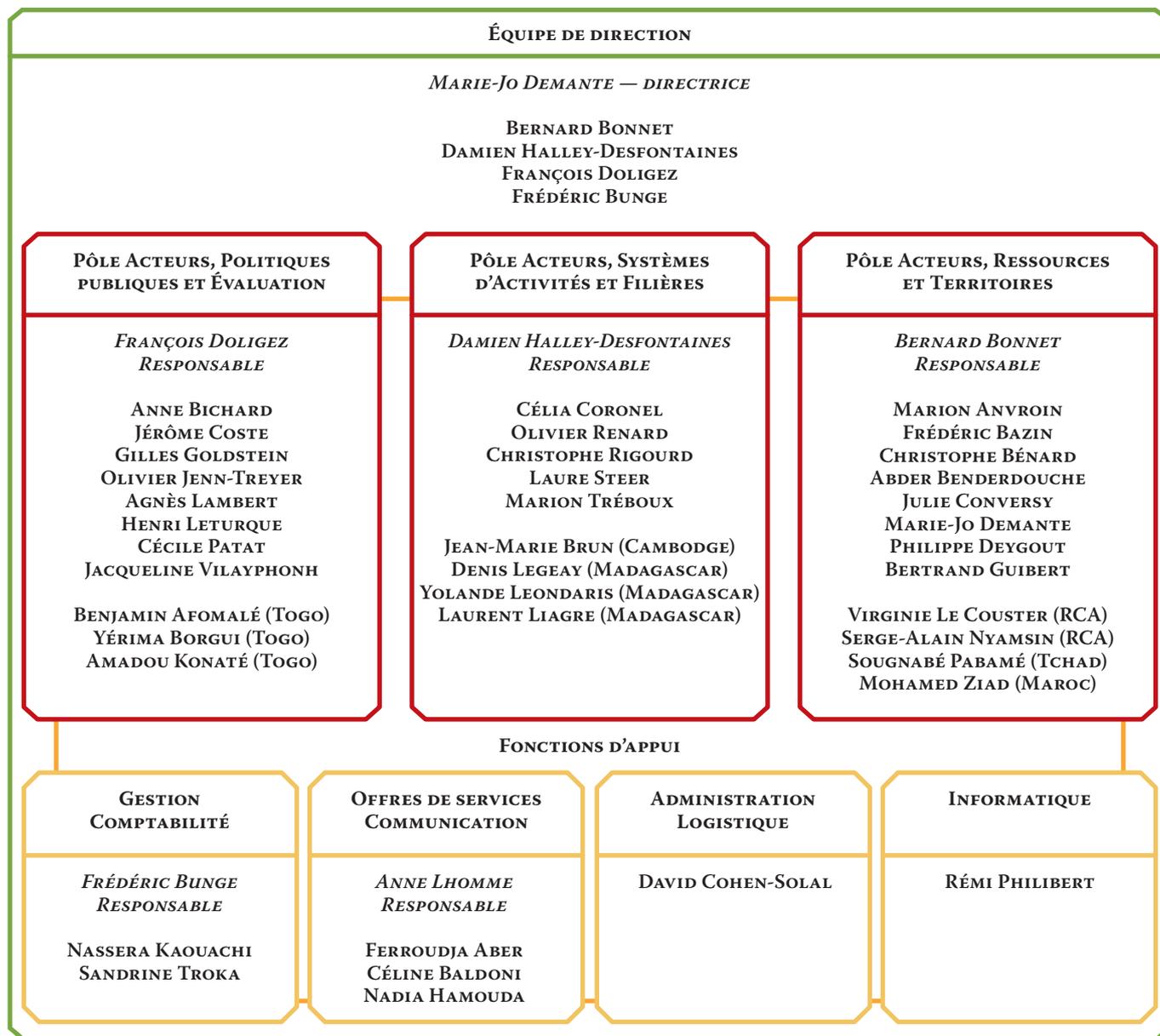
- Président : Étienne Beaudoux;
- Trésorier : Isabelle Droy;
- Secrétaire : Jean-Jacques Gabas;
- Membres associés : Johny Egg, Anne Le Bissonnais;
- Membres professionnels : Célia Coronel et Marion Tréboux.

En plus de l'administration de l'association, le C.A. exerce un rôle de vigilance à l'égard des activités opérationnelles, en veillant à ce que celles-ci soient conformes aux orientations du groupe (charte, projet associatif). Le C.A. joue un rôle spécifique dans la gestion du « budget du projet IRAM » (B.P.I.), depuis la définition des actions jusqu'à leur évaluation en passant par une contribution à la mise en œuvre et au suivi.

L'équipe permanente est composée, en 2015, de 35 experts techniques (dont 11 résidant à l'étranger) et 9 personnes assurant les fonctions d'appui au siège.

Le Conseil d'analyse stratégique (CAS), créé en 2011, est composé de membres et de proches de l'association IRAM, il permet de renforcer notre capacité d'anticipation et d'analyse des évolutions de l'environnement de l'IRAM, jugées primordiales pour la réalisation de notre projet. En 2015, le CAS est composé de : Roger Blein, Jean-Jacques Boutrou, Imma de Miguel, Marc Dufumier, Benoît Faivre-Dupaigre, Christian Fusillier, Dominique Gentil, Yves Gueymard, Pierre Jacquemot, Christophe Mestre, Bio-Goura Soulé, Bernard Tallet, Marie-Cécile Thirion et Camilla Toulmin, auxquels s'ajoutent les membres du C.A.

Organigramme de l'équipe salariée IRAM 2015



Maroc



Janvier

Les exclusions paysannes : quels impacts sur le marché international du travail ?

L'IRAM a contribué à ce numéro de « Conférences & Séminaires » de l'A.F.D., à travers la rédaction de l'un des articles de l'ouvrage.

Janvier

16

Journée d'études du Groupe Initiatives « Enjeux et pratiques des nouvelles coalitions d'acteurs : pouvoirs publics, associations et entreprises » – Lyon

Cette journée d'études a abordé le thème des « nouvelles coalitions d'acteurs » au regard de l'expérience des membres du G.I., d'apports de chercheurs, de professionnels des collectivités territoriales et du secteur privé marchand. Outre la participation de l'IRAM au comité de pilotage, l'expérience de l'IRAM sur la filière laitière au Niger a été présentée.

Janvier

20

Participation au séminaire « L'agriculture contractuelle contribue-t-elle au renforcement des agricultures paysannes du Sud ? » – Nogent-sur-Marne

L'IRAM a participé à la Table ronde « Accompagner les OP et les producteurs dans la mise en place des contrats ».

Février

Diversité des agricultures familiales – Paris

L'IRAM a contribué à cet ouvrage collectif à travers la participation à la rédaction d'un des chapitres de l'ouvrage « Une famille et son système d'exploitation pastoral sans frontières, entre Niger, Tchad et Nigeria ».



Lancement officiel du projet « Appui à la formation professionnelle et à l'insertion des jeunes (AFPIJE) » – Bénin

Le projet a pour objectif général de renforcer l'employabilité des jeunes par l'amélioration de l'offre de formation professionnelle duale pour une meilleure qualification de la main d'œuvre nécessaire au développement économique du pays. Il est mis en œuvre par le consortium Swisscontact-IRAM, financé par l'A.F.D. pour une durée de 3 ans et un budget de 3 500 k€.

Février

3

Tribune du Groupe Initiatives : Dialoguer et agir pour un monde plus tolérant et plus juste – Paris

http://www.iram-fr.org/iram-actualite-detail.php?produit=general&id_actu=103

Les membres du Groupe Initiatives ont souhaité prendre la parole après les attentats commis en France du 7 au 9 janvier, leurs suites et les multiples réactions qu'ils ont suscitées dans de nombreux pays. La tribune

rappelle une des convictions du Groupe Initiatives : « ce que nous construisons ensemble est plus important que ce qui nous sépare ».

Février
27

Capitalisation des actions de formation-insertion des jeunes conduites par les O.N.G. – Paris

Dans le cadre de la Facilité d'innovation sectorielle pour les O.N.G. (FISONG) 2013 sur la formation professionnelle, l'Agence française de développement (A.F.D.), en concertation avec des O.N.G. françaises, a souhaité réaliser une étude de « capitalisation des actions de formation-insertion des jeunes conduites par des organisations non gouvernementales ». L'IRAM a réalisé cette capitalisation qui avait pour principal objectif d'être un outil au service de la qualité et de l'efficacité de l'action des O.N.G., en valorisant les « pratiques » de ces dernières susceptibles d'être réinvesties dans l'action future.



Mars
9

Lancement du crédit participatif en ligne pour la coopérative Woko en Guinée – Paris

Après avoir été primée au « Forum Afrique 2013 : 100 innovations pour un développement durable », l'aventure du café Ziama-Macenta continue!

Un premier contrat pour l'IG Café Ziama Macenta a été honoré en juin 2013 avec l'un des principaux acteurs commercial du café en Europe, qui souhaite soutenir le développement de l'I.G. Le crédit participatif en ligne doit permettre de réunir 20 000 euros, qui serviront à assurer l'exportation d'un conteneur (qui coûte au total 35 000 euros) et l'achat du café.

<https://bluebees.fr/fr/project/168->

Mars
18

Atelier de lancement du « Programme agro-sylviculture autour d'Antananarivo » – Antananarivo

Les activités du programme s'articulent autour de 5 axes principaux d'appui au développement des principales filières péri-urbaines : maraîchage, arboriculture fruitière, poulet fermier, pisciculture, bois-énergie et reboisement, lait. Un appui à la sécurisation foncière est donné. Le groupement IRAM-BEST-ECO Consulting est opérateur de l'unité de coordination du programme, qui assure le suivi et la mise en cohérence des activités. Ce programme est financé par le 10^e FED et à un budget de 20 millions d'euros.



Avril

Mise en ligne du site sur le *Social Business* – Paris

<http://www.cerise-sb.org/francais>

La Scorecard des business sociaux (S.B.S.) a été conçue par CERISE et ses partenaires, dont l'IRAM membre fondateur, pour permettre aux entreprises sociales de piloter leur performance. La S.B.S. est composée de dimensions indépendantes permettant de prendre en compte un ensemble d'éléments structurants pour l'entrepreneuriat social.

Avril

14

Crédit participatif en ligne pour la coopérative Woko en Guinée : objectif atteint ! – Paris

L'objectif des 20 000 euros de prêt pour la coopérative Woko a été atteint, et même dépassé grâce à 89 contributeurs ! La campagne a donc pu se terminer dans les meilleures conditions : achat des dernières tonnes de café de qualité aux producteurs de la zone Zياما-Macenta, acheminement jusqu'à Conakry puis exportation vers le port du Havre...



Mai

20

Lancement officiel du projet ARCOSCAL-P.D.D. – Sibus, R.C.A.

Le projet d'Appui au renforcement des capacités des organismes de la société civile et des autorités locales dans le pôle de développement de Sibus, préfecture de la Kémo (ARCOSCAL-P.D.D.), financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'IRAM, vise à contribuer au développement durable de la région par l'amélioration des conditions de vie de la population et la participation active des acteurs du développement. La cérémonie a été présidée par le Préfet.

Juin

10

Restitution de l'étude « Le préfinancement des commandes dans le commerce équitable » – Paris

Cette étude réalisée par CERISE, pour le compte de la Plate-forme pour le commerce équitable (P.F.C.E.), identifie l'offre des principaux organismes financiers qui proposent en Europe une offre financière de préfinancement. L'IRAM a particulièrement participé à ce travail dans l'exploration du financement participatif et de l'épargne salariale.



Juin

23-24

Atelier final du projet JatroREF – Bamako, Mali

Séminaire sous-régional sur les filières Jatropha : bilan des travaux du réseau JatroREF et du projet ADE-CIA d'appui à la R&D. Ce séminaire a réuni les porteurs de projets, les acteurs institutionnels, de la re-

cherche et des organisations paysannes pour tirer les enseignements du développement de ces filières en Afrique de l'Ouest.

Juin
25

Journée d'études IRAM 2015 « Filières et développement des territoires : pourquoi et comment renouveler les approches pour les interventions au Sud ? » – Paris



La journée d'études 2015 de l'IRAM a réuni une centaine de participants, au Pavillon de l'eau. Cette journée était organisée en deux phases, avec dans un premier temps un cadrage général sur les différents concepts, et dans un second temps des tables-rondes articulées autour de questions transversales et illustrées par des retours d'expériences « concrets ».

Juin
26

Assemblée générale de l'association IRAM – Paris
Réunion du Conseil d'Analyse Stratégique (CAS) de l'IRAM – Paris

À l'initiative du C.A., le Conseil d'analyse stratégique a engagé une réflexion sur les implications pour la coopération au développement (en particulier pour des structures comme l'IRAM) de la montée en puissance des idéologies radicales.

Juillet
8-10

Atelier régional de capitalisation du projet Nariindu – Niamey, Niger

Cet atelier a rassemblé 50 participants, partenaires du projet et acteurs du secteur laitier venus des délégations du Réseau Bilital Maroobé (R.B.M.) : Niger, Sénégal, Mali et Mauritanie.

L'atelier a été l'occasion d'échanger sur les stratégies de valorisation des filières lait locales au Sahel et de formuler des recommandations opérationnelles, sur la base du travail de capitalisation du projet réalisé par le R.B.M. et le LARES.

Septembre

Programme concerté Maroc 2002-2014. Synthèse de l'étude finale – Paris

Le programme concerté Maroc (P.C.M.) avait pour ambition de contribuer à la construction de politique de développement prenant en compte les attentes et les aspirations de la jeunesse marocaine. L'enjeu de l'étude n'était pas tant de « mesurer » des changements, que de comprendre, à partir du point de vue des acteurs concernés, quels ont-été les processus engagés et la contribution du P.C.M.



Septembre
14-17

Participation à la conférence internationale « Agriculture in an Urbanizing Society – Reconnecting Agriculture and Food Chains to Societal Needs » – Rome, Italie

<http://www.agricultureinurbanizingsociety.com/?cat=18>

L'IRAM a présenté deux communications relatives aux projets d'appui à la filière café en Guinée : « Conciliating public and private initiatives, local and international market development » et « The case of Ziamma-Macenta Robusta Coffee in Guinea », et une relative au projet d'appui à la filière lait locale au Niger : « Marriage of convenience between farmer organizations and milk industry, for a more resilient local milk value chain in Niamey ».

Octobre
28

Round table: What can the right branding do for Cambodia's Rice Exports? – Phnom Penh

Cette table ronde, qui a rassemblé 70 participants, avait pour objectifs de discuter des perspectives de développement d'une marque nationale pour le riz cambodgien. Elle était organisée à l'initiative de l'ambassade du Royaume-Uni au Cambodge. L'IRAM, par l'intermédiaire du conseiller du Projet d'appui à la commercialisation du riz cambodgien, était l'un des discutants de cette journée.

Novembre

Projet Nariindu, lauréat du prix CORAF/WECARD – Niamey, Niger

Le prix « Meilleures plateformes d'innovation de l'Afrique de l'Ouest » a été attribué au projet Nariindu pour ses centres de collecte, qui ont reçu une dotation de 5 000 euros.

Novembre
19

Le Crédit rural de Guinée reçoit le Prix européen de la microfinance – Luxembourg

Pour cette 6^e édition, le thème était « La microfinance en zone post-catastrophe naturelle, post-conflit et dans les États fragiles ». La cérémonie de remise du prix a eu lieu en présence de son Altesse royale du Luxembourg, du Président de la Banque européenne d'investissement et des membres du gouvernement luxembourgeois. Membre fondateur du Crédit rural de Guinée, l'IRAM a partagé la joie et la fierté des équipes du C.R.G. à recevoir ce prix.

Décembre

Le premier appel à propositions « opérations innovantes de sécurité alimentaire », lancé par l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA) de la CEDEAO, aboutit à la mise en place de 7 projets en Afrique de l'Ouest.

Ces projets couvrent 3 domaines : la fortification des aliments destinés aux jeunes enfants et aux mères (3

actions); la sécurisation des systèmes pastoraux (2 actions); le renforcement des systèmes de crédit et d'assurance (2 actions). Le montant total des subventions accordées par l'ARAA, sur financement A.F.D., à ces projets s'élève à 1,5 million d'euros.

Décembre

16

Atelier de clôture de l'étude de reformulation du programme de mise à niveau des exploitations agricoles – Tunis, Tunisie

L'atelier clôturait l'étude menée par IRAM et AGER pour le compte du ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche. Sous la présidence du Secrétaire d'État à l'Agriculture, et du directeur de l'A.F.D.-Tunis, l'atelier a réuni près de 120 personnes, dont des représentants de l'ensemble des directions régionales du ministère et des organisations professionnelles agricoles. L'étude a accompagné une concertation élargie autour d'un programme ambitieux, destiné à créer valeur ajoutée et emploi durable dans le secteur agricole. L'approche innovante qui s'en dégage couple investissement et appui-conseil adapté aux différents types d'exploitation.

Décembre

16-18

Réunion annuelle des salariés – Saint-Martin de Londres

Cette année, la réunion a permis des débats techniques autour de dossiers mobilisateurs : sécurité alimentaire et nutrition, développement économique des territoires ruraux en Tunisie, formation et insertion professionnelle des jeunes.

Mexique



Cette présentation de nos activités 2015 n'est pas exhaustive. Elle s'articule autour des enjeux prioritaires du projet IRAM 2011-2016.

Maroc



Réduction de la vulnérabilité face aux aléas p. 17

Tunisie



Renforcement des capacités des organisations locales et nationales à influencer les politiques publiques p. 25

Niger



Réappropriation du développement des territoires par leurs acteurs p. 33

Maroc



Formation et insertion socio-professionnelle des jeunes ruraux p. 53

Sous les effets combinés de la pression anthropique sur les ressources naturelles, de l'intégration croissante des exploitations agricoles aux marchés, des changements climatiques et des crises politiques de toutes sortes, les paysans et les pasteurs des pays en développement sont confrontés à des aléas dont l'ampleur et la fréquence ont tendance à s'accroître. Dans un contexte de profonde transformation des systèmes d'activités, qui réduit la résilience des ménages, ces aléas fragilisent en premier lieu les catégo-

ries sociales et les individus les plus démunis. La gestion des risques est un dénominateur commun à la plupart des thématiques abordées par l'IRAM qui considère que c'est aujourd'hui un enjeu essentiel à la fois dans les sociétés du Sud et à l'échelle mondiale. En 2015, nos actions dans ce domaine ont porté sur la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation de projets d'appui à la sécurisation des systèmes pastoraux et d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Tchad



Au Sahel, garantir la mobilité des hommes et des troupeaux reste un enjeu central. Les problèmes d'insécurité dans les zones pastorales perdurent en lien avec les actions des groupes radicaux armés aussi bien au Nord du Sahel que dans les zones plus méridionales (Boko Haram au Cameroun et au Nigeria). Ainsi, l'insécurité croissante des espaces sahélo-sahariens à laquelle s'est ajoutée plus récemment la crise centrafricaine a entraîné la prise de conscience des décideurs du caractère crucial de l'élevage pastoral dans le soutien à l'économie des zones sèches et plus largement de sa contribution au développement et à la sécurité.

L'action de l'IRAM est plus que jamais structurée autour de l'amélioration des politiques publiques et de l'appui à la création de nouvelles infrastructures performantes pour l'élevage mobile (puits, mares, marchés, aires d'abattage). L'accompagnement de la concertation au niveau local et régional est indispensable à un pastoralisme reconnu et utile au développement des espaces sahélo-sahariens :

renforcement des accords sociaux, sécurisation du foncier pastoral par balisages d'axes de transhumance, implication des éleveurs dans les instances de gouvernance. L'accompagnement des éleveurs dans l'élaboration des politiques nationales et sous régionales constitue aussi une action essentielle à la défense de leurs droits.

Alors que nos activités 2013 avaient été dominées par l'appui à l'organisation des grandes rencontres régionales consacrées à la définition de politiques publiques de développement pastoral (déclaration interministérielle de N'Djaména en mai 2013 et déclaration de Nouakchott en octobre 2013), l'année 2015, comme 2014 s'est placée sous le signe de la concrétisation de ces engagements en Afrique de l'Ouest et centrale. Ainsi, l'équipe IRAM a été mobilisée pour la formulation de plusieurs programmes d'envergure régionale, au Sahel et dans les pays côtiers, en plus de la mise en œuvre de projets et programmes.

Projets de développement

Assistance technique à la Direction de l'organisation pastorale et de la sécurisation des systèmes pastoraux (D.O.P.S.S.P.). Tchad. 2012-2015. Maîtrise d'ouvrage : ministère du Développement pastoral et des Productions animales (Tchad). Financement A.F.D. Montant global du projet : 400 k€.

La plateforme des acteurs du développement pastoral au Tchad est issue des conclusions du colloque national sur le pastoralisme organisé en mars 2011 à N'Djaména. Un comité chargé du suivi des recommandations de ce colloque a été créé pour faciliter la mise en œuvre de ces recommandations et intégrer plus largement les problématiques rela-

tives au développement pastoral. Ce comité a été érigé en plateforme des acteurs du développement pastoral au Tchad, cadre de concertation ouvert, réunissant les organisations des acteurs du développement pastoral, centré sur l'amélioration des politiques de développement du monde rural, au plan national, sous régional et international. La plateforme pastorale a été un des acteurs clef de la préparation du colloque régional « Élevage pastoral : une contribution durable à la sécurité des espaces saharo-sahéliens » des 27, 28 et 29 mai 2013 et a également conduit plusieurs études prospectives mettant en débat les questions de changement climatique et élevage pastoral et celle du financement pérenne de

l'entretien des ouvrages d'hydraulique pastorale au Tchad.

En 2015, l'appui de l'IRAM à la plateforme a été prolongé et dominé par l'animation de la réflexion prospective sur la conception d'une stratégie de développement pastoral. Après l'état des lieux national du pastoralisme comprenant le cadre règlementaire national et international, l'énumération et la distinction des différents acteurs du secteur, réalisé en 2014, un atelier régional a été organisé et l'atelier national final de validation a été préparé pour avoir lieu début 2016. Retrouvez les informations sur la plateforme pastorale du Tchad : www.plaformepastorale-tchad.org

Deuxième phase du projet d'hydraulique pastorale au Tchad central. Tchad. 2011-2015. Maîtrise d'ouvrage : ministère de l'Élevage et de l'Hydraulique (Tchad). Finance-

ment : A.F.D.. Montant global du projet : 2 640 k€. Partenaire : ANTEA (France).

L'IRAM intervient sur ce programme au travers d'une assistance technique perle impliquée dans la programmation concertée des investissements. 38 puits de remplacements, 28 puits neufs, 296 km de balisage de sécurisation des déplacements des troupeaux ont été réalisés dans cette phase. L'IRAM accompagne également l'équipe en matière méthodologique pour la prévention des conflits, le suivi évaluation et la capitalisation progressive des connaissances et des savoirs. Quatre missions d'appui ont été réalisées au cours de cette année. Il a notamment été réalisé avec l'appui de l'IRAM une analyse de la gestion des puits pastoraux ainsi qu'un document de capitalisation des leçons tirées en matière technique et méthodologique (voir infra).

Appui-Conseil – Évaluation

Transhumance et élevage dans les pays côtiers

Les analyses des effets de la sécheresse de 2009 et les différents ateliers sous-régionaux tenus en 2013 avaient montré l'importance d'une réflexion à conduire sur la transhumance dans les pays côtiers où se situe la clientèle principale des produits de l'élevage sahélien et qui sont, dans de nombreux cas, une composante géographique essentielle du système pastoral. Au-delà de ces enjeux économiques de court terme, les zones soudanaises constituent des espaces de repli essentiels lors des périodes de graves sécheresses. La tendance à la fermeture des frontières par

certaines États en 2009 a alerté les organisations professionnelles et les institutions sous régionales sur les impacts potentiels que pourraient avoir de telles pratiques sur les éleveurs et les agriculteurs si une nouvelle sécheresse survenait. C'est la résilience de l'élevage pastoral sahélien ainsi que l'économie des communes transfrontalières et des zones d'accueil dans les pays côtiers, qui seraient ainsi affectées pour plusieurs années. Le marché de la viande des capitales côtières en subirait aussi les conséquences.

Formulation du Programme régional d'investissement en faveur du développement de l'élevage dans les pays côtiers (PRIDEC). Pays côtiers. Février-novembre 2015. Financement : CEDEAO, gouvernement du Togo, Réseau Billital Maroobé (R.B.M.).

Sur initiative conjointe de la CEDEAO, du gouvernement du Togo et du Réseau Billital Maroobé (R.B.M.) l'IRAM s'est vu confier l'appui technique à la formulation de ce programme régional. Plusieurs rencontres ont eu lieu dans la région, à Lomé (février 2015), Ouagadougou (juin 2015) et Cotonou (novembre 2015). Ces concertations multi-acteurs pour une transhumance transfrontalière apaisée dans les pays d'accueil ont rassemblé les sept principaux groupes d'acteurs concernés, à savoir : les institutions d'intégration régionale et de coopération technique, les institutions publiques et les administrations territoriales des pays côtiers et sahéliens, les réseaux régionaux de producteurs ruraux, les partenaires techniques et financiers impliqués dans le soutien au développement de l'élevage, les chefs traditionnels et les huit antennes nationales de R.B.M.

Ces rencontres avaient pour objectif de donner un nouvel élan au dialogue politique sur la transhumance transfrontalière ; l'idée sous-jacente étant que de nouvelles normes fondées sur des droits reconnus et sécurisés et un code de conduite appliqué par toutes les parties prenantes permettraient une évolution positive et apaisée de la pratique.

Les différentes réunions ont abordé : l'examen concerté de la problématique des conflits, l'examen du plan de gestion de la transhumance élaboré par le Togo, et le recensement des engagements souscrits par les différents acteurs institutionnels. Le document de formulation issu de ce processus est maintenant porté par la CEDEAO dans les négociations avec ses différents partenaires techniques et financiers.

Programme régional d'investissement en faveur du développement de l'élevage dans les pays côtiers (PRIDEC). Étude d'identification. République de Côte d'Ivoire. Novembre 2014 – mai 2015. Financement : D.D.C (Suisse).

Cette mission spécifique au processus de formulation précédent, a permis le diagnostic de la situation de l'élevage dans les parties transfrontalières du Nord (Burkina et Mali) et de l'Est du pays (Ghana). La Côte d'Ivoire se relève doucement de la décennie de crise. Le secteur de l'élevage, notamment pastoral, a été fortement touché. Les transhumances sont devenues plus anarchiques à cause de l'insécurité et les axes de convoi pour la vente des animaux sur pieds se sont davantage orientés vers le Ghana voisin. Lors de la mission, des contacts entre éleveurs et commerçants et transformateurs ont pu être noués. Cette étude d'identification a été l'occasion de dresser un bilan critique des contraintes communes diverses : insécurité latente, tensions conflictuelles entre agriculteurs et éleveurs, manque ou vétusté des infrastructures. Elle a aussi permis de définir les priorités d'investissement et de réaffirmer l'importance du rôle des organisations paysannes et professionnelles dans le futur programme.

Étude sur la gestion de la transhumance autour des parcs nationaux du Mont Sangbé et de la Comoé. République de Côte d'Ivoire. Mai-juin 2015. Financement : A.F.D.

Cette étude poursuit l'ambition d'un état des lieux de la transhumance, en considérant ses différents aspects (zootecniques, sociologiques, économiques, écologiques) pour formuler un plan d'actions stratégiques pour réduire l'impact négatif de la transhumance sur deux parcs nationaux (Mont Sangbé et Comoé). La transhumance a été replacée dans sa trajectoire historique et géographique expliquant

la durable installation des éleveurs dans ces deux parcs. Des propositions d'aménagements visant à inverser la tendance actuelle qui cristallise les tensions entre agriculteurs et éleveurs, d'une part, et pasteurs et institutions de conservation de la faune, d'autre part, ont été élaborées. Pour les

conseils régionaux, comme pour l'Office ivoirien des parcs et réserves, la maîtrise économique et sociale de l'agroélevage en périphérie de ces deux parcs nationaux est une donnée majeure du développement économique territorial, incluant la conservation et la valorisation de la faune et la flore.

Tchad



Gestion des crises et alimentation du bétail

Les différentes rencontres régionales organisées en 2013 avec les institutions sous-régionales et les organisations professionnelles avaient conclu à l'importance de la sécurisation de l'accès à des aliments pour le bétail pour la résilience des systèmes pastoraux et la prévention des crises. Cette question était jusqu'ici traitée comme un instrument

de l'aide d'urgence aux éleveurs avec des résultats décevants dus à l'absence d'anticipation de ce type d'approvisionnement. L'enjeu est donc de considérer cette question de manière structurelle pour favoriser un mécanisme plus efficace de soutien aux éleveurs.

Formulation d'un projet pilote sur la réserve régionale d'aliment du bétail pour la résilience pastorale en Afrique de l'Ouest. Niger. Janvier-mai 2015. Financement : CEDEAO, Hub rural, R.B.M. Partenaire : Oxfam (Espagne).

Sur initiative conjointe de la CEDEAO, de l'UEMOA et des organisations pastorales régionales du Réseau Bil-lital Maroobé (R.B.M.) s'est tenue à Niamey au Niger, les 18 et 19 mai 2015, une discussion sur le programme pilote de sécurisation de l'accès à l'aliment du bétail. Celle-ci, animée par l'IRAM, s'inscrit dans le rapprochement des stratégies des ministères et des organisations profession-

nelles par le dialogue et l'action coordonnée. De manière spécifique, le programme pilote vise à élaborer un concept opérationnel de réserve régionale d'aliment du bétail mis en œuvre par les acteurs concernés et adapté à leurs différentes pratiques notamment la mobilité. Les objectifs principaux sont l'amélioration de la gestion de l'approvisionnement des pasteurs (en période normale et en périodes de crise), l'information via la téléphonie mobile des éleveurs (prix, disponibilité des aliments, information et défense des droits), le financement des aliments du bétail pour les pasteurs vulnérables.

L'appui à la résilience des systèmes pastoraux de 1970 à 2016

Les activités de l'IRAM dans le domaine du pastoralisme ont connu une trajectoire évolutive basée sur une capitalisation progressive depuis les travaux sur l'hydraulique pastorale dans la région de Tchintabaraden au Niger et la relance coopérative au Nord-Mali dans les années 70.

La terrible sécheresse de 1984 qui a eu des conséquences dramatiques sur l'activité pastorale au Sahel en décimant une part importante des troupeaux a été le facteur déclenchant d'une implication dans la durée de l'IRAM sur cette thématique. À cette période, les sociologues de l'IRAM ont été mobilisés par plusieurs partenaires au Mali et au Niger pour analyser les effets de ces grandes sécheresses sur les sociétés et l'économie pastorales (avec le FIDA notamment).

Alors que le pastoralisme était largement perçu comme facteur de dégradation des milieux naturels et comme une activité non rentable économiquement, l'IRAM a été mobilisé par l'A.F.D. au Tchad au milieu des années 90 pour relancer les actions d'hydraulique pastorale en introduisant la dimension sociale et foncière dans les négociations pour l'implantation des puits pastoraux et en mettant en lumière le capital social des éleveurs en matière de conduite des troupeaux et de gestion des puits pastoraux. C'est ce capital social qui a été valorisé en faisant le lien avec les législations de l'eau et de la décentralisation. Au Kanem, au Batha, au Guéra, au Ouadaï, au Salamat... dans toutes ces régions de l'Ouest à l'Est du pays, l'IRAM a travaillé avec de nombreux partenaires tchadiens (ministères de l'Hydraulique, de l'Élevage, préfets, chefs de canton, chefs de tri-

bu, gestionnaires de puits...) et des cadres pastoralistes formés à ces méthodes dans la négociation des accords sociaux pour plusieurs centaines de puits, de forages et de mares pastorales. Plusieurs études ont également démontré dans cette période que l'élevage mobile était non seulement rentable mais qu'il était probablement une des meilleures façons de valoriser le potentiel en ressources naturelles de cette région.

Au Niger en région de Zinder, l'accent a été mis sur le renforcement des capacités des commissions foncières et des communes dans le dialogue avec les leaders des groupes transhumants et des autorités coutumières. Démarche concertée d'appui à la gestion des ressources pastorales et accompagnement des accords sociaux ont permis de réaliser entre 2005 et 2011 une centaine de puits pastoraux et la sécurisation de plus de 2 000 km de pistes de transhumance et d'une centaine d'aires de pâturages.

Partant de ces connaissances concrètes acquises avec les équipes nationales et au côté des leaders des transhumants et des autorités locales, l'IRAM a progressivement été mobilisé par les États du Niger, du Mali et du Tchad pour accompagner l'amélioration des politiques publiques d'hydraulique pastorale dans les zones sahéliennes sur des financements des coopérations danoise, belge, française et suisse.

Toujours soucieux d'accompagner la concertation entre les acteurs, l'IRAM a proposé au Tchad la mise au point d'un outil innovant d'amélioration des politiques publiques à partir de 2008 : la Plateforme pastorale des acteurs du pastoralisme (www//plateforme-pastorale-tchad.org).

La Plateforme a été un acteur central dans l'organisa-

tion de la grande rencontre internationale « Élevage pastoral : une contribution durable au développement et à la sécurité des espaces saharo-sahéliens » réunissant 17 pays et plus de 200 participants. C'est à cette occasion qu'a été élaborée et publiée la déclaration de N'Djamena de mai 2013 (www.pasto-secu-ndjamena.com). Cette déclaration a suscité plusieurs échos permettant une véritable relance des actions de développement pastoral de la bande sahélienne allant de la Mauritanie au Tchad, notamment avec le Programme régional d'appui au pastoralisme au Sahel impliquant le Sénégal, la Mauritanie, le Burkina Faso, le Mali, le Nigér et le Tchad, ainsi que

le CILSS sur des financements de la Banque mondiale.

Ce sont également plusieurs programmes de l'Union européenne et de l'A.F.D. qui ont été lancés avec des contributions de l'IRAM pour les études de faisabilité de projet et leur accompagnement dans la mise en œuvre concrète. Du point de vue thématique, partant de l'hydraulique pastorale, les démarches ont donc progressivement intégré les autres champs du développement pastoral : accès à la santé et à l'éducation mobile, accès aux marchés (www.filiere-bovine-tchad.com), défense des droits, adaptation au changement climatique et résilience pastorale, aménagement concerté du territoire...

Tchad



Mise en place et gestion des investissements en faveur du pastoralisme et de l'élevage

La mise en place d'investissements pertinents et concertés favorisant la mobilité pastorale reste un enjeu fort en zone sahélienne. Son importance l'est autant pour l'accès aux ressources hydrauliques et fourragères indispensables à la vie des troupeaux que pour la prévention des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Les équipements de commercialisation sont également essentiels pour une meil-

leure valorisation du potentiel économique que représente l'élevage dans ces régions. La gestion durable, associant les différents acteurs des territoires concernés (éleveurs, agriculteurs, collectivités territoriales, services techniques) de ces différentes infrastructures, est une condition de la pérennité des systèmes.

Identification des dynamiques de gestion sur les ouvrages hydrauliques réalisés par le projet Almy Al Afia (phase I et II). Tchad. Janvier-février 2015. Financement : A.F.D.

L'étude a porté sur l'analyse du mode de gestion des puits au Guéra, en cours d'exploitation depuis 5 ans. Les puits mis en place par le projet n'ont pas fait l'objet d'un modèle type de gestion. Il s'agissait davantage d'une construction sociale amorcée dès la négociation des accords entre les futurs usagers pour le fonçage des puits. On peut affirmer que chaque puit est unique et fait l'objet d'une gestion spécifique définie de manière pragmatique sur la base des pratiques préexistantes, des compétences et capacités des acteurs concernés.

Il a été démontré que les usagers organisés sur chacun des ouvrages assument les tâches de nettoyage, de petit entretien et de réparations ponctuelles. Des cotisations périodiques sont collectées afin de faire face à de plus gros travaux. Les gestionnaires organisent l'exploitation de la ressource en eau en optimisant l'usage des moyens d'exhaure (fourches). Ils accueillent de nouveaux groupes de transhumants dans la mesure où le débit du puit le per-

met. Enfin les relations avec les sédentaires ont été formalisées par l'accord social défini lors des négociations initiales. Ces accords ont permis notamment aux populations d'agro-pasteurs de voir légitimer leur présence sur des terres dont les ayants droits sont des sédentaires.

Contribution en hydraulique pastorale au plan d'action « Eau et assainissement » pour le Tchad 2016-2030. Tchad. Octobre-novembre 2015. Financement : U.E.

Une synthèse nationale de la situation en hydraulique pastorale a été élaborée sur la base des données des 22 régions du pays. Elle reprend le bilan des interventions menées durant les vingt dernières années et souligne les acquis en termes de travaux, de gestion de l'exploitation des ouvrages hydrauliques, d'utilisation et de planification (adéquation des investissements hydrauliques avec les déplacements des éleveurs). Une quantification des besoins en nombre d'ouvrages et en type de réalisations (puits pastoral, mare, forage, sécurisation de l'accès à l'eau) a été effectuée et les besoins d'accompagnement ont été précisés. Cette projection a été établie pour le court terme (2016-2020) et pour le moyen terme (2021-2030).

Évaluation des parcours mis en repos. Expertise en pastoralisme et en approche participative (PRODERMO).

Djibouti. Juin-juillet 2015. Financement : Banque mondiale.

Une évaluation de treize parcours pastoraux mis en repos a été réalisée. Les résultats montrent qu'il est nécessaire de travailler sur la base des pratiques traditionnelles de la société afar en matière de gestion des parcours et de renforcer leurs atouts en mettant en place des aménagements visant la conservation des espèces herbacées. Cependant, les techniques utilisées doivent être judicieusement choisies, combinées entre elles et couplées à un choix pertinent d'espèces végétales.

Des recommandations de gestion ont été formulées notamment sur les conditions de réouverture des aires temporairement mises en repos sur la base d'indicateurs biologiques. Une stratégie plus globale au niveau des confédérations de tribus doit compléter le mécanisme de restauration des parcours, tant pour l'élevage local micro-transhumant que pour les troupeaux de grands transhumants, venant occasionnellement de l'Éthiopie voisine.

Identification du programme de développement de l'élevage au Mali (province de Koulikoro).

Mai-juin 2015. Financement : C.T.B. (Belgique).

Cette étude s'inscrit dans le cadre de la préparation du nouveau Programme de Coopération (2015-2017) entre la Belgique et le Mali. Outre le montage budgétaire et institutionnel, la mission a permis de définir les orientations stratégiques du volet élevage en motivant les choix des interventions, d'analyser la cohérence et les synergies possibles entre les interventions des différents volets (élevage, aquaculture-pêche et décentralisation) et aussi d'intégrer les thèmes transversaux (genre, environnement et droits humains).

Appui à la préparation du Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS).

Mali et Mauritanie. Mars-avril 2015. Financement : F.A.O., Banque mondiale.

L'IRAM a été sollicité dès le 1^{er} trimestre 2014 par le département « Technical Center for Investment » (T.C.I.) de la F.A.O. pour des appuis au processus de formulation du PRAPS. La F.A.O. appuie les équipes nationales et le Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) dans ce processus. En 2015 trois missions ont été réalisées au Mali pour finaliser la formulation du document national. Ce travail a consisté en un accompagnement de la validation du document PRAPS-Mali et de sa présentation à la Banque mondiale.

Tunisie



Dans le domaine de la sécurité alimentaire, l'IRAM travaille, pour l'essentiel, au renforcement des structures nationales ou régionales (institutions publiques, organisations socio-professionnelles...) afin d'améliorer leur connaissance des contextes (évaluation des risques notamment) ainsi que les services qu'elles peuvent rendre pour améliorer la sécurité alimentaire et prévenir les crises. Il s'agit aussi de favoriser la définition et la mise en œuvre de « règles du jeu » adaptées (lois, stratégies, mécanismes de

concertation, etc.). L'évaluation des politiques publiques ou des actions constitue aussi un axe fort du travail de l'IRAM.

En 2015, ces orientations ont été traduites via différents travaux : conduite de projet, formulation, évaluation ou accompagnement de projets et de politiques de développement, essentiellement dans le domaine de la réduction de la vulnérabilité. La question de la nutrition a également pris une place importante dans les analyses conduites par l'institut.

Projets de développement

Programme régional d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest (PASANAO).

Afrique de l'Ouest. 2012-2017. Maître d'ouvrage : Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Financement : A.F.D. Montant global du projet : 1 900 k€. Partenaires : Bureau Issala (France), AEDES (Belgique), LARES (Bénin).

Ce programme vise à appuyer la CEDEAO et les pays membres à améliorer la pertinence et l'efficacité des politiques de réduction de l'insécurité alimentaire. Le groupement IRAM-AEDES-Issala-LARES fournit le personnel de la cellule de coordination, basée à Lomé (trois assistants techniques régionaux), ainsi que des experts de court terme mobilisables à la demande.

En 2015, les activités ont principalement porté sur la réalisation ou le lancement d'études : volet financier de la réserve régionale de sécurité alimentaire, instruments complémentaires au tarif extérieur commun (TEC), cartographie du stockage de produits végétaux dans l'espace CEDEAO, dispositif d'échange et de formation sur les filets sociaux en Afrique de l'Ouest. Il a aussi été réalisé le lan-

cement et le dépouillement d'un appel à propositions pour l'exécution de projets, organisées autour de deux thèmes : « stockage et commercialisation des produits agricoles et gestion des risques de marché » ; « comportements alimentaires : enjeux pour la valorisation des ressources locales ». Enfin un appel à propositions pour des actions de capitalisation, structurées autour de deux thèmes « techniques agricoles résilientes face au changement climatique » et « installation de jeunes ruraux » a été préparé.



Tchad

Étude-Évaluation

Préformulation d'un programme de gestion des risques agricoles. Cameroun. Avril-novembre 2015. Financement : A.F.D.

L'intérêt de cette préformulation a clairement émergé à partir de 2008, avec le constat d'un accroissement de la volatilité des prix des produits alimentaires, dans un contexte de libéralisation des filières agricoles et du commerce des produits agricoles et de consommation. Le constat a également souligné la nécessité de couvrir certains risques climatiques pour favoriser l'investissement et l'intensification des systèmes de culture. Cette étude s'est finalement déroulée en 2015 en deux phases : étude des principales caractéristiques des filières coton, café, cacao, huile de palme et céréales ; conception et développement d'instruments spécifiques de prévention et de gestion des risques (systèmes d'assurance agricole, dispositif de couverture des risques prix, opérations de stockage, fonds de garantie et crédit...).

Évaluation des risques agricoles. Niger. Juin 2015 – juin 2016. Financement : Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM), FIDA.

En 2014, la Banque mondiale a réalisé une étude d'identification des risques pesant sur l'activité agricole au Niger. Cette étude a mis principalement l'accent sur les risques de production. En 2015, dans le cadre de ses activités, qui concernent neuf pays africains dont le Niger, la plateforme PARM a demandé à l'IRAM de conduire une étude complémentaire centrée sur les risques liés à l'accès au crédit et à l'accès au marché ainsi que sur les systèmes d'information permettant une meilleure gestion des risques agricoles. Cette étude a été réalisée sous l'égide du Haut

Commissariat à l'initiative 3N. Une version provisoire a été restituée à Niamey en décembre.

Identification d'un dispositif pilote de réserve régionale. Afrique de l'Ouest. Septembre 2014 – avril 2015. Financement : Inter-réseaux (France), IPAR (Sénégal), S.N.V. (Pays-Bas). Partenaire : Bureau Issala (France).

Les réseaux d'O.P. (ROPPA, R.B.M., APESS) souhaitent, à travers une étude, proposer un projet conjoint permettant d'inclure les stocks paysans de proximité et la réserve pour le bétail dans le dispositif institutionnel discuté au niveau régional. La partie de l'étude réalisée par l'IRAM, en partenariat avec le bureau Issala, portait spécifiquement sur la régulation des marchés des produits agricoles et les enjeux de sécurité alimentaire associés. Elle visait, sur la base d'une capitalisation large de la littérature existante, à traiter des questions de stockage de proximité en tant que pièce maîtresse de la sécurité alimentaire des communautés et de la régulation interne des marchés. Toutefois, elle a montré que le stockage de proximité était inséré dans une problématique complexe allant du développement des capacités physiques du stockage à l'organisation des échanges entre les différents pays de la sous-région (zones de production déficitaire-excédentaire).

Contrat-cadre évaluations Programme alimentaire mondial (PAM). Monde. 2013-2015. Financement : P.A.M. Partenaires : Groupe U.R.D. (France), Prospect (Belgique), Bureau Issala (France).

Dans le cadre de la série d'évaluations des opérations lancée en 2013 par le bureau de l'évaluation du PAM, le consortium IRAM-U.R.D.-Prospect-Bureau Issala a été

sélectionné pour gérer la partie « évaluation de projets ». Il s'agit non seulement de former des équipes d'experts, mais aussi de gérer l'ensemble du processus d'évaluation (interface avec le bureau pays, le bureau régional, l'équipe d'évaluation et le bureau des évaluations du PAM; appui à l'équipe tout au long du processus; contrôle qualité; etc.).

En 2015, le consortium a mis en œuvre cinq évaluations de projets en Côte d'Ivoire, Niger, Sao Tomé, Sénégal, Tunisie.

Évaluation du portefeuille de pays (E.P.P.) du Programme alimentaire mondial. Mauritanie. Juin 2015 – mars 2016. Financement : PAM. Partenaire : BAATEL (Belgique).

Outre l'évaluation de projets, l'IRAM a été en charge de l'Évaluation du portefeuille pays (E.P.P.) du PAM (janvier 2011 – juin 2015) en Mauritanie. Elle visait simultanément des objectifs de redevabilité et d'apprentissage, cherchant à informer sur la performance des actions menées par le PAM, et à tirer des leçons pour orienter les processus de formulation des programmes à venir.

Étude sur l'intégration d'objectifs et d'indicateurs nutritionnels dans les politiques et programmes des secteurs contributeurs. Mali, Mauritanie et 11 pays de la région. Juillet 2014 – juin 2015. Financement : A.C.F.

Pour accélérer les progrès dans la lutte contre la malnutrition, il est désormais largement admis qu'il est pertinent de développer des stratégies qui répondent à la fois aux causes immédiates de la malnutrition, et à des causes sous-jacentes. Pour traiter les causes sous-jacentes, il s'agit de mettre en œuvre des actions dans des secteurs dits « contributeurs » comme l'agriculture, l'éducation, la

protection sociale, l'eau potable et l'assainissement.

L'objet de cette étude était d'apprécier les engagements en termes d'actions sensibles à la nutrition formulées au niveau de chacun des pays de la région où intervient A.C.F. L'étude s'est également efforcée d'appréhender les difficultés qui pourraient limiter la concrétisation de ces orientations afin d'identifier les besoins d'appui.

Évaluation des programmes pays (projets de coopération technique et interventions d'urgence). Burkina Faso et Niger. Mars-juillet 2015. Financement : F.A.O.

En 2014, la F.A.O. a publié un document qui présente sa stratégie pour des activités en matière de nutrition. Les évaluations des programmes pays doivent maintenant analyser les impacts nutritionnels des interventions de l'organisation. L'IRAM a réalisé l'évaluation des programmes pays au Burkina Faso (2010-2014) et au Niger (2011-2015) en analysant notamment la pertinence du programme et de ces interventions vis-à-vis de la lutte contre la malnutrition.

Évaluation des opérations d'assistance alimentaires portées en 2014 par le Dispositif national de prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires (D.N.P.G.C.C.A.). Niger. Février-mars 2015. Financement : U.E. Partenaire : Prospect (Belgique).

Les principaux objectifs de l'évaluation étaient d'apporter une appréciation globale de la distribution gratuite ciblée de denrées alimentaires réalisée en 2014, de sa gestion et de ses principaux effets. Il s'agissait également de proposer des recommandations pour de futures actions.

Il y a maintenant un relatif consensus sur la nécessité de définir, au cas par cas, le meilleur agencement possible entre le marché, l'intervention publique et l'action collective pour le développement économique et social. Alimentées notamment par les crises financières et alimentaires de la fin des années 2000, dont les effets se ressentent toujours, les inégalités sont criantes. Dans le secteur agricole, la progression de l'agriculture contractuelle, qui transfère l'essentiel des risques aux exploitations agricoles, suscite des disparités croissantes, malgré les exigences citoyennes

vis-à-vis de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises multinationales.

Dans ce contexte, l'IRAM au-delà de la mise en œuvre de son expertise sur l'évaluation des politiques et sur les instruments de coopération s'investit particulièrement dans le renforcement des capacités des organisations locales et nationales à intervenir efficacement dans la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques publiques.

Madagascar



Appui aux acteurs nationaux et régionaux pour la définition et la mise en œuvre des politiques publiques agricoles et alimentaires

L'IRAM accompagne les maîtrises d'ouvrage nationales et régionales mais aussi les organisations professionnelles et de la société civile pour la définition des politiques de production agricole et de sécurité alimentaire. L'objectif est de leur rendre disponibles les informations nécessaires sur

les évolutions du contexte et de favoriser la concertation afin que les politiques élaborées puissent être en adéquations avec les besoins et contraintes des différents acteurs et aboutissent aux résultats souhaités.

Projets de développement

Programme d'appui à la maîtrise d'ouvrage des administrations du secteur rural. Cameroun. 2015-2018. Maîtrise d'ouvrage : Ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MINADER), ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales (MINEPIA). Financement : A.F.D, C2D. Montant global du projet : 345 k€. Partenaires : Expertise France, J.M.N. Consultant (Cameroun).

L'IRAM en association avec ses partenaires apporte au programme une assistance technique temporaire. Celle-ci est destinée à réaliser des travaux d'accompagnement et d'expertise portant sur la définition concertée des politiques harmonisées de soutien à la production, sur la définition des performances des administrations et la mise en place d'un système de suivi-évaluation. En 2015, trois études ont été commencées : politique semencière, hydraulique agricole et élaboration de la chaîne Planification de programmation de budgétisation et de suivi (P.P.B.S.) du MINADER.

Appui à l'ordonnateur national du FED en appui à la gestion et au suivi des projets O.N.G. Mali. 2011-2016. Maîtrise d'ouvrage : Cellule de l'ordonnateur national du FED (Mali). Financement : U.E. Montant global du projet : 952 k€. Partenaire : AEDES (Belgique).

L'IRAM, en partenariat avec AEDES, appuie les services de l'ordonnateur national dans la programmation, la mise en œuvre et le suivi des actions financées par l'U.E. en matière de sécurité alimentaire.

Cet appui, via la mise à disposition d'un assistant technique et de missions ponctuelles, vise à renforcer les acteurs publics et à mettre en place un cadre d'échange entre les différents acteurs impliqués dans la sécurité alimentaire (entre autres les O.N.G.). L'IRAM intervient en particulier en accompagnement d'un processus de capitalisation valorisant les savoir-faire des acteurs de la société civile. Depuis 2013, la formation et la capitalisation ont porté sur la mise en place d'un indicateur commun, le Score de diversité alimentaire (S.D.A.), pour apprécier l'impact nutritionnel des projets conduits par les O.N.G. Ce travail a abouti en 2015 à la finalisation de la capitalisation sur différents volets : les enseignements de la mise en œuvre des enquêtes S.D.A. notamment à la fin des projets O.N.G.; les leçons tirées des nouvelles activités (*cash transfer*, activités nutrition et petit élevage) mises en œuvre par des O.N.G. internationales; les acquis et limites du renforcement des capacités des bénéficiaires de ces activités et des cadres nationaux impliqués dans le programme. Le document de capitalisation devrait être publié au début de l'année 2016.

En aval de la définition des politiques, l'IRAM s'investit dans le renforcement des capacités des acteurs locaux, nationaux et régionaux pour la mise en œuvre de celles-ci. Il s'agit notamment de traiter les questions d'organisation institutionnelle, d'analyse économique, de concertation inter-professionnelle au sein des filières ou de gestion de la

commercialisation. Plusieurs travaux importants ont été menés en 2015 dans l'objectif de créer ou d'améliorer les dispositifs de soutien et de conseil aux exploitations familiales pour une meilleure valorisation de leurs potentiels économique et social.

Projets de développement

Projet d'appui à la commercialisation du riz cambodgien. Cambodge. 2013-2017. Maîtrise d'ouvrage : *Supreme national economic council* (SNEC). Financement : A.F.D. Montant global du projet : 3 500 k€. Partenaire : NIRAS (Danemark).

Le projet vient en appui à la mise en œuvre de la Politique nationale de développement de la production et des exportations de riz du Cambodge. Il s'articule autour de quatre composantes techniques : développement de l'organisation de la filière rizicole, amélioration et reconnaissance de la qualité du riz cambodgien sur les marchés internationaux, renforcement de l'implication des organisations de producteurs dans la commercialisation du paddy, et accompagnement de la réforme de la Banque de développement rural afin de développer sa capacité à servir les rizières et les producteurs (amélioration de la réglementation et des politiques).

À travers son assistant technique, l'IRAM appuie la gestion générale du projet, la coordination avec les autres interventions des acteurs du développement dans le secteur, et assure un appui technique pour la mise en œuvre de ces différentes composantes.

Le projet appuie également le renforcement des organisations de producteurs dans la commercialisation du paddy. À ce titre depuis son démarrage en 2013, 29 ac-

cords d'agriculture ont été signés entre 20 organisations professionnelles (pour l'essentiel des coopératives) et 6 riziers-exportateurs pour un contrat de 6 000 tonnes. Une certification « bio » est en cours, et des actions de commercialisation groupée sur des volumes de plus de 4 000 tonnes ont été organisées.

Le projet a aussi permis le soutien à 90 coopératives agricoles (à divers degrés et via différentes actions), l'implication dans ses activités de 12 communautés d'usagers de l'eau (FWUCs), 28 organisations professionnelles agricoles, 3 fédérations de producteurs et de 6 riziers-exportateurs.

Le projet qui devait se terminer fin 2015 est prolongé pour deux ans, afin de consolider les initiatives pilotes les plus prometteuses (*contract farming*, production bio, marque collective, dispositif de financement), et d'accompagner les processus institutionnels en cours (revue de la politique rizicole, appui à la *Cambodian rice federation*).

Assistance technique pour la mise en œuvre des projets d'appui à la structuration de la filière gomme arabique.

Tchad. 2014-2017. Maîtrise d'ouvrage : S.O.S. Sahel International Tchad. Montant global du projet : 286 k€. Financement : A.F.D.

Soudan. 2014-2017. Maîtrise d'ouvrage : *Forest national corporation* (FNC). Montant global du projet : 286 k€.

Financement : A.F.D. Partenaire : RONGEAD (France).

Le Programme de renforcement des capacités commerciales (P.R.C.C.) vise à appuyer le développement des micro-entreprises, T.P.E. et P.M.E., afin de contribuer à réduire la pauvreté et protéger l'environnement en renforçant la filière gomme et en développant ses opportunités commerciales. Dans ce cadre l'A.F.D. soutient deux projets d'appui à la structuration de la filière gomme arabique, l'un au Tchad, l'autre au Soudan.

D'une durée de trois ans, les projets ont pour objectif spécifique de mettre en place au niveau régional des activités pilotes pour favoriser le dialogue autour des questions de qualité, de traçabilité, de répartition de la valeur, de préservation de la ressource et de financement de la filière. Il s'agit également de favoriser un meilleur positionnement commercial des acteurs de la filière tant au niveau local qu'international.

L'IRAM, dans les deux pays, fournit une assistance technique sous forme d'une série de missions d'appui à travers

une équipe pluridisciplinaire.

Au Tchad, huit missions ont été réalisées en 2015 sur différentes thématiques. Outre la planification opérationnelle et budgétaire, il s'agissait de la formation de formateurs sur les bonnes pratiques de gestion des gommiers, la mise en place d'un projet pilote « gomme arabique durable », l'élaboration d'outils de gestion à l'intention des organisations de producteurs, et l'appui au dialogue interprofessionnel. Cinquante-six groupements de productrices et de producteurs sont concernés par les activités du projet.

Au Soudan, quatre missions d'appui ont été réalisées en 2015. En plus de la planification opérationnelle et budgétaire et de la mise en place d'outils de gestion administrative et financière du projet, un appui a été donné à la définition du système de suivi-évaluation ainsi que sur l'élaboration d'un diagnostic de qualité de la gomme. Les questions de financements de la production ont aussi été abordées. Une trentaine de groupements de productrices et de producteurs bénéficient des activités du projet.

Appui-Conseil – Évaluation

Étude de préféabilité pour la mise en place d'un dispositif de promotion des exportations à Madagascar. Madagascar. Décembre 2015 – juin 2016. Financement : A.F.D.

L'étude visait à tirer le bilan des trois projets de Renforcement des Capacités Commerciales (P.R.C.C.) mis en œuvre depuis 2005. L'approche adoptée par ces projets se base sur un guichet visant à financer l'appui aux entreprises exportatrices en matière d'information, de renforcement de capacités, de communication, etc. Il permet aussi d'appuyer le regroupement en pôles (clusters) de petites entreprises (textile, huiles essentielles, artisanat, raphia...) afin de réaliser des

économies d'échelle, améliorer la compétitivité et accroître la notoriété des produits considérés. Ce bilan, élargi à l'ensemble des interventions d'appui aux entreprises existantes dans le pays et au panorama des institutions publiques et privées impliquées, doit permettre d'élaborer plusieurs scénarii pour un futur programme de plus grande envergure.

Étude stratégique pour l'autonomisation financière de l'Association africaine agro-export (AAFEX). Burkina Faso, Madagascar, Sénégal. Octobre 2014 – mai 2015. Financement : A.F.D.

L'AAFEX est une association internationale réunissant des entreprises africaines et de Madagascar, dans le secteur agroalimentaire essentiellement. L'association a pour objet d'apporter des appuis afin de faciliter l'accès aux marchés internationaux (certifications, salons, études, etc.).

L'étude, sur la base d'un bilan auprès des entreprises membres dans trois pays (Burkina Faso, Sénégal et Madagascar), a proposé une stratégie à long terme d'autonomisation financière de l'association encore fragile : amélioration de la couverture des coûts par des recettes accrues, réduction de la dépendance aux financements externes afin de réunir les conditions de sa pérennité intégrant dans la mesure du possible des principes de solidarité et d'équité entre les membres.

Évaluation finale du Projet de sécurité alimentaire des exploitations familiales Basse Guinée (S.A.B.G.). Guinée. Avril-juin 2015. Financement : Coopération Atlantique Guinée 44.

Le projet S.A.B.G. visait d'une part, le renforcement des capacités des exploitations familiales et, d'autre part, celui des capacités des organisations paysannes de Basse Guinée, principalement leur fédération. La mission a permis d'analyser les enjeux auxquels la Fédération des organisations paysanne de Basse Guinée fait actuellement face : s'adapter aux attentes de ses membres pour structurer ses appuis aux filières et s'adapter également aux orientations de la politique nationale agricole. Les questionnements ont notamment porté sur la possible restructuration de la FOP-B.G. selon quatre filières (riz, maraîchage, horticulture, sel solaire).

Évaluation finale du Projet « L'association CEFFEL, acteur professionnel de référence pour le développement

de la filière fruits et légumes ». Madagascar. Novembre 2015. Financement : FERT.

Il s'agissait d'évaluer la qualité des services proposés par l'association à ses membres sur les hautes-Terres à Madagascar (formations, expérimentation), et de proposer des voies de renforcement des capacités techniques, organisationnelles et de gestion de l'équipe du centre (salariés et élus). L'amélioration de la gouvernance et de l'assise professionnelle du Ceffel ont aussi été l'objet de cette évaluation, dans une optique de pérennisation de l'association.

Évaluation du projet Great Lakes sur la filière café. Malawi, R.D.C. et Ouganda. Janvier-mars 2015. Financement : Twin (Grande-Bretagne).

La mission a évalué le projet mis en œuvre dans la région des grands lacs entre 2011 et 2015. Il implique huit coopératives de producteurs de café dans trois pays (Ouganda, Malawi et R.D.C.), dans le but d'améliorer leur accès aux marchés internationaux des cafés haut de gamme et de commerce équitable, de préserver les ressources productives et de permettre l'adaptation aux changements climatiques. Le projet vise aussi à promouvoir l'égalité homme-femme dans l'accès aux ressources et aux revenus issu du commerce du café.

Les recommandations ont souligné le rôle important de Twin dans les différents processus de soutien aux coopératives de producteurs, à travers une offre de formation et d'accompagnement des agents de terrain, afin que celles-ci puissent établir leurs stratégies globales d'adaptation au changement climatique.

Twin doit aussi soutenir la promotion des échanges d'expériences et faciliter la réflexion stratégique au niveau des coopératives, qui permettront entre autre d'amélio-

L'IRAM, sur la base d'une expérience de presque 30 ans en appui à des réseaux de microfinance, a développé une expertise dans l'accompagnement de la construction des politiques nationales et régionales de microfinance permettant de renforcer sa contribution au développement social et économique ainsi qu'à la lutte contre la pauvreté et les inégalités. En 2015, outre l'analyse de l'impact socio-économique des institutions de microfinance, les travaux de l'IRAM ont concerné l'élaboration d'outils innovants dans l'optique de

renforcer la portée agricole et rurale du secteur, souvent en marge des dynamiques plus commerciales. Si plusieurs études ont montré l'importance de la problématique du financement de l'agriculture, il s'avère que la question ne peut être traitée sous le seul angle de l'offre de financement mais que l'on doit également réfléchir à la structuration des organisations paysannes et des producteurs pour qu'ils soient à même de s'en saisir.

Appui-Conseil – Évaluation

Étude sur les outils innovants de financement agricole.

Burkina Faso et Mali. Octobre 2014 – avril 2015. Financement : SOS Faim Luxembourg, M.A.E.E. (Luxembourg).

SOS Faim, sur mandat du ministère des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg, doit mettre en œuvre un dispositif d'appui au financement agricole au Burkina Faso et au Mali. Le dispositif proposé doit favoriser l'inclusion financière agricole familiale en associant un fonds de garantie, une ligne de crédit et un programme de formation à destination des organisations agricoles. Un volet transversal complète le dispositif pour appuyer, développer et consolider le dialogue entre les acteurs. Les deux outils de financement sont destinés à la prise en compte des besoins à moyen et long terme des entreprises agricoles familiales. La mission a mis en évidence que la question du financement de l'agriculture est un sujet de plus en plus présent chez les différents acteurs impliqués dans le financement de l'économie des deux pays. La période actuelle est ainsi plus favorable au financement de l'agriculture même si cela doit être confirmé sur le long terme. L'analyse des besoins de financement en faveur de l'agri-

culture familiale a montré qu'il existe un fort décalage qualitatif entre l'offre et la demande de crédit. Les crédits ne sont pas suffisamment adaptés aux spécificités de l'agriculture et les risques ainsi que le manque de garantie des exploitations n'incitent pas les institutions de microfinance et encore moins les banques à s'engager dans le financement des exploitations familiales.

La mission de l'IRAM devait s'assurer, d'un point de vue juridique, que le dispositif de la ligne de crédit et du fonds de garantie était conforme à la législation, rentable et pérenne d'un point de vue économique.

Suivi d'impact socio-économique et environnemental des crédits octroyés par la société Tamwil El Fellah.

Maroc. Mars-novembre 2015. Financement : A.F.D. Partenaire : École d'agriculture de Méknès (Maroc).

La filiale Tamwil El Fellah (TEF) du Crédit agricole du Maroc (CAM) a développé, depuis 2010, un programme visant à compléter l'offre du groupe en répondant à la demande non couverte des toutes petites exploitations (T.P.E.) micro-agricoles et rurales non bancables. Tamwil

El Fellaħ a ouvert plus de 30 agences et ce réseau est étoffé par plus de 80 bureaux installés au niveau des caisses locales du Crédit agricole. Gr ce à des conditions de financement et des procédures simplifiées permettant un octroi rapide des prêts, la filiale a connu une augmentation très rapide de son activité, avec plus de 50 000 emprunteurs. En complément, depuis fin 2011, la société accompagne des coopératives implantées sur des terres collectives ou sur des terres relevant du domaine privé (Melk) non immatriculées.

L'étude a permis de répondre à l'interrogation de Tamwil El Fellaħ sur l'impact économique, social et environnemental des prêts que la société accorde afin de s'assurer que ces derniers contribuent aux finalités attendues tant par le Crédit agricole que par l'état, c'est-à-dire qu'ils visent à « améliorer le revenu et les conditions de vie des populations cibles, tout en se souciant des répercussions sur leur environnement ». Ce travail également autorisé un « retour d'expérience » permettant à la société d'améliorer la qualité de ses actions.

Maroc



Capitalisation-Recherche

Capitalisation de l'expérience de six faïtières de financement (APEX).

Monde. Janvier-décembre 2015. Financement : F3E, SIDI. Partenaire : Cerise (France)

La SIDI (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement), investisseur social, appuie, par des prêts, des garanties ou des prises de participations 65 partenaires situés dans 30 pays, notamment en Afrique et Amérique latine. Les partenaires de la SIDI sont des « structures de financement de proximité », des entreprises ou organisations paysannes et des institutions de refinancement. Les institutions faïtières (APEX) relèvent de cette dernière catégorie. La SIDI a développé des relations avec neuf apex couvrant 11 pays d'Afrique et d'Amérique latine. Les structures faïtières permettent de générer un effet de levier sur les fonds investis et de mutualiser les risques par un portefeuille diversifié. De plus, leur proximité géographique et culturelle avec les organisations dont elles sont-elles mêmes partenaires, facilite l'identification d'opportunités et la réduction des risques. L'objectif global de cette capitalisation était de mieux connaître le potentiel des apex en tant que faïtières

financières afin de promouvoir une proposition politique et maîtrisée de l'offre de services financiers de proximité.

Un guide opérationnel à l'attention des APEX et leurs partenaires a été élaboré, de manière à documenter les pratiques des structures faïtières, pratiques jusqu'à aujourd'hui peu étudiées. Il se base sur les échanges conduits avec six faïtières de deux continents : Agrosolidaria en Colombie, Fortalecer au Pérou, Rad Fasco au Guatemala, Sen' Finances au Sénégal, S.M.F-E.A. en Ouganda et Tembeka en Afrique du Sud.

Le guide décrit et analyse l'approche stratégique, la portée et la gestion des faïtières autour de cinq axes : le profil légal et institutionnel, les produits et services proposés, la gouvernance, le modèle économique et le suivi-évaluation des performances sociales. Les faïtières en sont ses destinataires finaux, quel que soit leur stade de structuration. Elles y trouveront les questions clé à se poser pour améliorer leurs pratiques et définir leurs stratégies dans le but de garantir les équilibres indispensables au maintien de leur fonction de refinancement aux IME, mais également, par extension, aux organisations de producteurs ou même aux entreprises sociales.

Table ronde « Fonds de développement agricole, de la nécessaire cogestion à la pérennité des services ». Paris.

18 novembre 2015. Organisation : A.F.D., AFDI.

L'IRAM a animé cette table ronde, qui a réuni des participants de 4 pays autour des objectifs suivants :

– présenter un état des lieux des F.D.A. : de quelle poli-

tique sont-ils l'outil? que financent-ils? quelle est leur gouvernance?

- mettre en évidence l'importance de la concertation État-OP dans l'orientation et la gestion des F.D.A. ainsi que du renforcement des capacités des paysans-OP pour qu'ils y participent efficacement.

- proposer des pistes de renforcement de l'efficacité et la durabilité de ces fonds pour servir à la modernisation des exploitations familiales.

« **Financement ou financiarisation du développement? Approches globales, nationales et dans le secteur agricole** ». Paris. 6 novembre 2015. Organisation : GEMDEV-CIRAD.

L'IRAM a présenté une communication sur « La financiarisation de la microfinance ».

Formations

ISTOM – École d'ingénieur agro-développement international, 5^e année de spécialisation, Cergy-Pontoise.

Conception et animation d'un module « développement agricole et financement ». Accompagnement de la réflexion des étudiants sur des articles de méthodologie d'évaluation (systémique, expérimentale, qualitative) ainsi que sur des études de cas pratiques.

ITI – International Terra Institute, Paris.

Conception et animation d'un module de 21 heures : présentation de la microfinance et des systèmes financiers décentralisés autour de l'historique de la microfinance, les formes d'organisation de la microfinance, l'approche générale de la viabilité des institutions de microfinance et l'impact de la microfinance.

Publications

Dans le cadre de contributions au comité éditorial de la Revue internationale de l'économie solidaire (RECMA), l'IRAM a publié trois notes de lecture et participé à la coordination d'un numéro :

- *L'économie sociale et solidaire, levier de changement? Points de vue du Sud*. Alternatives Sud, Volume 22-2015/2, Paris, 2015 in Revue RECMA n°338, octobre 2015.
- *La microfinance et ses dérives, émanciper, discipliner ou exploiter?* Guérin I., Démopolis-I.R.D. Éditions, Paris, 2015, in Revue RECMA n°337, juillet 2015.
- *La vraie Révolution du microcrédit*. Servet J.M., Éditions Odile Jacob Économie, Paris, 2015, in Revue RECMA n°337, juillet 2015.
- Doligez, F. Toucas-Truyen, P. (coord.). *L'économie so-*

ciale et solidaire en Amérique latine : de nouvelles pratiques, n°337, RECMA, juillet 2015.



Laos

Depuis environ une dizaine d'années, l'IRAM s'investit régulièrement dans des évaluations des stratégies de coopération de diverses agences de développement. Ces évaluations visent généralement à apprécier, tous les 5 à 10 ans, la coopération passée et présente de cette agence avec un pays partenaire, dans un double objectif : fournir une appréciation globale et indépendante de cette coopération aux services concernés aux autorités du pays ainsi qu'au grand public ; tirer les enseignements de cette coopération en vue d'améliorer les stratégies et programmes actuels et futurs dans le pays.

Ces évaluations visent aussi à analyser la conception, la mise en œuvre et les effets de l'action collective des partenaires techniques et financiers (P.T.F.). Elle présente pour l'IRAM l'intérêt de mieux appréhender l'évolution des politiques de coopération et des différents dispositifs financiers et techniques mis en œuvre, d'entrevoir leurs impacts en termes quantitatifs et qualitatifs ainsi que de participer à la définition de pistes d'amélioration.

Appui-Conseil – Évaluation

Évaluation de la coopération de l'Union européenne avec la République du Tchad 2008-2014. Tchad. Septembre 2014 – novembre 2015. Financement : U.E. Partenaire : A.D.E. (Belgique).

Le 1^{er} objectif de l'étude était de rendre des comptes et fournir aux institutions de l'U.E. ainsi qu'à un public plus large, une évaluation des relations de coopération et de partenariat passées et présentes de l'U.E. avec le Tchad. Le second objectif était d'identifier des leçons clés et formuler des recommandations en vue d'améliorer les stratégies, les programmes et les activités, actuelles et futures de l'U.E. L'évaluation a porté sur les principaux secteurs d'intervention de l'U.E. au cours de la période, à savoir la justice, le secteur de sécurité, les finances publiques, la démocratie, la décentralisation, l'eau et l'assainissement, les transports, le développement rural, la gestion des ressources naturelles, la santé.

Évaluation des stratégies et programmes de la BAD en République démocratique du Congo. RDC. Février-novembre 2015. Financement : Banque africaine de développement (BAD). Partenaire : A.D.E. (Belgique).

Cette évaluation globale, qui couvrait la période 2004-2013, se fonde sur les résultats de plusieurs types d'évaluations, telles que des évaluations d'impact et sectorielles (transport, énergie, eau potable & assainissement) ainsi que des Évaluations de programmes de stratégies de 15 pays (E.P.S.P.) dont trois pays en transition ou pays fragiles incluant la R.D.C.

Le but de cette évaluation dans les États en transition était tout d'abord d'alimenter l'évaluation globale mentionnée plus haut, d'examiner la spécificité des actions de la Banque dans les pays fragiles, mais aussi d'informer les futures stratégies de la Banque dans ces pays. Elle devait également permettre de tirer des enseignements tangibles pouvant contribuer à améliorer l'efficacité de l'assistance de la Banque dans les États en transition.

Formations

Institut des régions chaudes (I.R.C.) SupAgro, Master spécialisé «Innovations dans les systèmes agricoles et agroalimentaires du Monde (ISAM)», Montpellier.

Conception et animation d'une intervention dans le module « outils d'évaluation » avec un focus spécial sur l'évaluation dans les projets de coopération : rappel historique sur les approches de coopération, présentation du cycle de projet et de l'articulation des différents temps de suivi-évaluation et critères de l'évaluation en lien avec les éléments du cadre logique de l'action.

Séminaire de socioéconomie. Genève. 28 avril 2015. Organisation : Institut de démographie et de socioéconomie, Université de Genève.

L'IRAM est intervenu à travers une présentation sur « Changements passés et à venir dans le système international de la coopération pour le développement ».

R.D.C.



Longtemps laissé de côté, le développement territorial est à nouveau au cœur des débats. La notion de territoire est certes difficile à appréhender car elle prend des sens et des périmètres différents que l'on se préoccupe d'administration, de politique, d'économie ou de social. Cependant, si on aborde la question dans une optique socio-économique, on admet que pour mener à bien leurs activités, les acteurs économiques doivent interagir avec leur environnement. Pour cela, ils privilégient un espace de proximité, qui leur est immédiatement intelligible; espace dans lequel peuvent être traitées notamment les questions d'accès aux services et de gestion durable des ressources productives.

L'IRAM, depuis plusieurs années, situe ses travaux dans cette approche de développement territorial en traitant des enjeux de reconquête économique et de réappropriation des territoires par leurs acteurs. Il s'agit de concevoir

et de mettre en œuvre des modalités d'intervention qui permettent de créer durablement un environnement institutionnel et économique favorable à la génération de revenus, à la création d'emplois, au partage équitable des richesses et à l'intégration des personnes vulnérables. Pour cela, l'IRAM privilégie trois axes d'intervention complémentaires :

- Le renforcement des processus de décentralisation pour relocaliser les processus de décisions politiques et d'accès durable aux services;
- Le soutien de l'innovation au sein des filières agricoles porteuses pour permettre une génération durable et partagée de richesses au sein des populations locales;
- L'accompagnement de la gestion décentralisée des ressources naturelles pour leur accès durable par les différents acteurs.

R.D.C.



Pour que les collectivités territoriales deviennent réellement les animatrices du développement économique et social de leurs territoires, les défis à relever restent importants. L'IRAM accompagne plusieurs collectivités dans le renforcement des capacités de leurs élus et de leurs personnels, pour un meilleur exercice de leurs fonctions administratives et de maîtrise d'ouvrage. La question des finances des collectivités, dont l'amélioration tant en termes de montant disponible que de rigueur de gestion, est un

élément essentiel pour la mise en place de services publics durables et est aussi un axe fort des appuis de l'IRAM.

Dans ses travaux d'accompagnement de la gouvernance territoriale, l'IRAM accorde une grande importance à la participation citoyenne, essentielle pour la définition et la mise en œuvre de politiques locales de développement en accord avec les besoins, initiatives et aspirations des habitants des territoires.

Projets de développement

Projet « Appui au renforcement des capacités des autorités locales et des organisations de la société civile dans les pôles de développement de Sibut, Bambari, Kaga-Bandoro et Batangafo ». République centrafricaine. 2012-2016. Maîtrise d'ouvrage : ministère délégué à la Présidence de la République chargé des pôles de développement. Financement : U.E. Montant global du projet : 3 000 k€. Partenaire : O.N.G. Échelle (République centrafricaine).

L'objectif spécifique du projet est de renforcer la capacité des organisations de la société civile et des autorités locales des pôles de développement (P.D.D.) de Sibut, Bambari, Kaga-Bandoro et Batangafo à s'investir de manière concertée dans le développement économique et social des communes et des régions concernées.

Trois axes d'intervention participent de cet objectif : le renforcement des capacités institutionnelles des organisations de la société civile (O.S.C.) et autorités locales (A.L.) ; l'accompagnement des O.S.C. et autorités locales pour contribuer à la relance des activités économiques et à la restauration des services sociaux de base ; la structuration d'un partenariat entre les acteurs du développement

afin de renforcer la gouvernance, la coordination et le suivi des activités dans les pôles de développement.

En raison des troubles politico-militaires qui ont touché la République centrafricaine à partir de la fin de 2012, le projet a été suspendu en juin 2013 sans avoir réellement démarré. Les activités n'ont pu reprendre qu'à partir de la fin 2014, avec une assistance technique de l'IRAM.

Depuis mai 2015, la Maison de la société civile de Sibut a été mise en place. 700 demandes de microprojets ont été déposées par les O.S.C. et les A.L. La situation sécuritaire dans les trois autres pôles n'a pas permis d'y travailler. Par ailleurs il est prévu qu'à partir de 2016, les trois pôles de développement de l'Ouest (Bouar, Bozoum et Paoua) soient confiés à la gestion de l'IRAM et Échelle, après le départ du CIDR qui n'a pas souhaité continuer son intervention en République centrafricaine.

Projet de Promotion de la bonne gouvernance locale (ProDeG-Togo). Togo. Juin 2013 – octobre 2016. Maîtrise d'ouvrage : ministère de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du territoire. Financement :

G.I.Z. (Allemagne). Montant global du projet : 550 k€. Partenaire : ECO-Consulting (Allemagne).

L'IRAM en partenariat avec ECO-Consulting est opérateur d'une composante du ProDeG, en charge de la planification du développement à l'échelle de la préfecture de Tchaoudjo dont la capitale est Sokodé, et de l'appui à la gouvernance financière dans trois villes secondaires : Palimé, Tsévié, Sokodé.

L'approche de la composante vise à favoriser l'augmentation des ressources financières des communes afin de leurs permettre de remplir leurs fonctions de fourniture de services publics. Le constat a été fait que la faiblesse de ces ressources était en partie liées à l'insuffisante exploitation du potentiel fiscal, au manque de ressources humaines des collectivités et au trop peu d'information des citoyens qui n'ont qu'une connaissance limitée de la gestion des finances locales et de leur utilisation. De ce fait, la composante s'est engagée dans un travail d'accompagnement des collectivités pour l'analyse de leurs comptes et leur mise en transparence, l'élaboration de fichiers de contribuables, la conduite de concertations locales pour l'élaboration de plans de mobilisation des ressources et le renforcement des capacités des services municipaux en matière de gestion financière. Par ailleurs elle accompagne au niveau central le ministère de l'Économie et des Finances pour la mise en place d'outils de suivi des finances des collectivités.

De plus, des outils d'information et de sensibilisation ont été élaborés, notamment un guide du contribuable expliquant les droits et devoirs des citoyens en matière fiscale. Cependant, si le renforcement des capacités des acteurs concernés est essentiel, l'avancée du processus de décentralisation, attendu depuis longtemps au Togo, notamment l'élection des conseils municipaux au suffrage universel, reste l'élé-

ment fondamental pour une légitimation des collectivités.

Appui à la coopération décentralisée PACA – Tanger Tétouan. Maroc. 2014-2016. Maîtrise d'ouvrage : Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, région Tanger-Tétouan (Maroc). Financement : Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Montant global du projet : 360 000 k€. Partenaire : ECO-G (Maroc).

L'accompagnement de l'IRAM, au travers de son assistance technique permanente se concentre sur un appui au renforcement des compétences des élus et des cadres territoriaux, à l'élaboration du Schéma régional d'aménagement du territoire (SRAT), et au projet pilote Parc naturel régional de Bouhachem, première initiative de la sorte au Maroc. Par ailleurs, la structuration d'une stratégie régionale en faveur de l'économie sociale et solidaire est accompagnée.

En 2015, les principales avancées ont permis à la Maison de l'économie sociale et solidaire qui a vu le jour en 2014, de fonctionner (accueil des porteurs de projets, observatoire de l'E.S.S., projet de création d'une entreprise partagée...) et de s'inscrire dans le paysage institutionnel (invitation à des colloques nationaux et internationaux). Ces différents résultats tangibles offrent au Conseil régional Tanger-Tétouan l'opportunité de se positionner en précurseur en matière de politique régionale d'E.S.S., tout en répondant aux orientations de la politique nationale en la matière (pilotée par le ministère de l'Artisanat et de l'E.S.S.).

Mise en œuvre de la composante 3 « finances locales » du programme décentralisation et développement communal (P.D.D.C.). Burkina Faso. 2010-2015. Maîtrise d'ouvrage : ministère de l'Économie et des Finances (Burkina

Faso). Financement : G.I.Z. (Allemagne). Montant global du projet : 1 620 k€. Partenaire : ECO Consulting Group (Allemagne) et A.M.D. (Burkina Faso).

Cette composante se consacre à l'accompagnement de 19 communes des régions Est et Sud-Ouest du pays ainsi que des acteurs nationaux et régionaux des administrations des finances : formation au cycle de dépenses, programmation budgétaire, amélioration des ressources propres, budget participatif. Les activités de la composante 3 ciblant surtout le secrétaire général et les responsables financiers, ont été poursuivies pendant la transition, qui a vu le remplacement des élus des conseils municipaux et régionaux par des délégations spéciales présidées par le Préfet. L'assistance technique du groupement IRAM-ECO-A.M.D. s'est achevée en décembre 2015.

Programme de formation des acteurs de la décentralisation. Mauritanie. 2012-2015. Maîtrise d'ouvrage : ministère de la Décentralisation (Mauritanie). Financement : G.I.Z. (Allemagne). Montant global du projet : 3 000 k€. Partenaires : ECO Consulting Group (Allemagne), ECO-G (Maroc).

Le programme mené en partenariat avec ECO vise à renforcer les capacités des élus et des agents communaux (les responsables administratifs et les trésoriers), pour améliorer l'élaboration et la mise en œuvre de politiques locales de services publics de proximité. Depuis le début du projet, 14 « référentiels métiers », le même nombre de « référentiels compétences » et 67 modules de formation ont été élaborés. Depuis 2014, le programme s'est vu confier le volet formation des élus et personnels communaux de l'U.E. À ce jour, les autorités de 220 communes ont bénéficié de plus de 10 000 jours de formations au total. Dans

le contexte actuel, la volatilité du personnel communal représente une contrainte importante en termes de durabilité. En effet des personnes formées à des compétences spécifiques en lien avec la fonction qu'elles occupent peuvent être affectées à d'autres postes et dans d'autres zones géographiques à tout moment. Par ailleurs le programme a accompagné les institutions et ministères mauritaniens concernés à la création d'un centre national de formation à la décentralisation, qui n'attend pour sa mise en œuvre que la publication du décret ministériel adéquat.

Programme de coopération décentralisée Picardie-Konni-Malbaza-Madaoua. Niger. 2007-2015. Maîtrise d'ouvrage : 12 communes des régions de Konni, Malbaza et Madaoua (Niger) et Conseil régional de Picardie (France). Financement : Conseil régional de Picardie. Montant global du projet : 5 500 k€. Partenaires : CIEDEL (France), RAIL (Niger).

Le groupement IRAM-RAIL-CIEDEL est chargé d'accompagner la mise en œuvre du programme de coopération décentralisée entre la région Picardie et les 12 communes des départements de Konni, Madaoua et Malbaza dans la région de Tahoua au Niger.

Outre, l'appui à l'animation territoriale et au renforcement des compétences des 12 collectivités, le programme s'articule autour de deux fonds, un relatif au développement local qui finance notamment des infrastructures socio-économiques de base et qui a vocation à améliorer les capacités de maîtrise d'ouvrage communale et intercommunale, un autre entièrement dédié à la gestion durable des ressources naturelles. Depuis 2012, les 12 communes se sont regroupées dans une structure intercommunale (l'APIMAK) qui est accompagnée au travers d'un appui-conseil permanent.

Le groupement est en charge de l'animation du dispositif politique (concertation entre la région Picardie et l'APIMAK) pour la définition et le suivi du partenariat, l'accompagnement des activités de l'APIMAK d'un point de vue technique ainsi que l'élaboration et le suivi de la mise en

œuvre du dispositif d'appui financier pour la G.R.N.

En 2015, les principales activités se sont focalisées sur l'appui à la montée en compétences de l'APIMAK en vue de son autonomisation prochaine, et à la réflexion relative à la promotion du développement économique local.

Appui-Conseil – Évaluation

Formulation de la 3^e phase du Programme de valorisation des initiatives de croissance régionale équitable (VAINCRE). Mauritanie. Octobre 2015 – février 2016. Financement : A.F.D.

Le programme de développement local Vaincre, débuté en 2006, financé sur C2D (dans deux puis trois wilayas de Mauritanie : Assaba, Guidimakha et Gorgol), a déjà connu deux phases de mise en œuvre. La mission d'expertise a confirmé l'opportunité de mettre en œuvre une troisième phase, d'en dessiner les contours opérationnels, et de mettre en exergue les facteurs clés de réussite et les risques liés. La méthodologie mise en œuvre pour cette étude reposait essentiellement sur quatre piliers : capitaliser sur les enseignements du passé, impliquer les acteurs dans l'élaboration de la phase 3 du programme, exploiter les synergies potentielles et co-construire des propositions opérationnelles.

Faisabilité du programme d'appui au développement économique des territoires ruraux des régions de Tahoua et Agadez. Niger. Novembre 2015 – janvier 2016. Financement : A.F.D.

Cette étude a permis d'élaborer le montage d'un programme de 5 ans visant le développement économique local de deux régions. Ce programme articule l'appui aux

acteurs des filières agricoles et le renforcement des capacités des collectivités locales à mettre en place les conditions favorables au développement économique de leurs territoires. Les possibilités de financement et les appuis techniques ont été proposés aux différents acteurs (collectivités territoriales, institutions financières, structures de conseil agricole, services déconcentrés de l'État et organisations de producteurs). Par ailleurs, des mesures d'atténuation des risques ont été formulées.

R.C.A.



Les prix agricoles fluctuants sur les marchés internationaux et la libéralisation de grandes filières fait ressortir plus que jamais la nécessité de structuration et de professionnalisation des filières agro-alimentaires dans les pays du Sud. Dans ce contexte de retrait de l'État et de démantèlement des grandes filières, les producteurs peuvent en effet sembler abandonnés avec peu de solutions alternatives. Le renforcement de l'insertion des agricultures familiales du Sud dans le marché nécessite, outre des politiques plus favorables et la mise en place de référentiels techniques et économiques adaptés, des actions au niveau intermédiaire pour que les filières ne soient plus déconnectées de leurs territoires d'origine. Les articulations entre filières

et territoires ou filières et développement local doivent être renforcées pour en permettre une meilleure maîtrise par les producteurs. Pour favoriser un développement efficace et durable, les interrelations doivent être facilitées entre les différents opérateurs présents sur un territoire : les micro-entreprises, les organisations paysannes, les collectivités locales, les opérateurs externes (O.N.G., multinationales etc.). Les interventions de l'IRAM, en 2015, concernent dans ce cadre l'appui à la structuration de filières anciennes mais peu structurées et couvrant de vastes territoires ou la promotion de filières courtes sur des territoires plus restreints valorisant de nouvelles opportunités économiques.

Projets de développement

Projet NARIINDU – Approvisionner durablement Niamey en lait local par les petits éleveurs. Niger. 2012-2015. Maîtrise d'ouvrage : Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger (AREN). Financement: A.F.D.- FISONG, C.F.S.I., IRAM. Montant global du projet: 480 k€. Partenaires : Karkara (Niger), V.S.F. (Belgique), AREN (Niger), réseau Bilital Maroobé (Burkina Faso).

Ce projet fait suite au programme de sécurisation de de l'agriculture périurbaine et de l'élevage dans la zone de Niamey (PSEAU) dont l'IRAM avait été l'opérateur de 2006 à 2008. Démarré en 2012, il vise l'amélioration de l'approvisionnement en lait local des quartiers situés en périphérie de Niamey, à partir de la production des petits éleveurs périurbains. Il appuie la collecte, le contrôle de la qualité et la commercialisation du lait local grâce à un dispositif innovant de centres de collecte multiservices contrôlés par les éleveurs locaux. Ce lait peut-être pour partie ven-

du en direct à des consommateurs et acheté par la laiterie industrielle Solani située à Niamey qui le redistribue ou l'incorpore dans certains de ses produits.

Un projet complémentaire visant à appuyer le partenariat entre les centres de collecte et la laiterie Solani, pour la mise en place d'une ligne de produits réalisés à 100 % à partir de lait local, a démarré en 2014. Malgré une étude marketing positive, l'objectif n'a pas pu être atteint faute d'expertise technique mobilisable au Niger, ou en France (malgré des tentatives multiples auprès d'entreprises laitières, intéressées mais peu disponibles). Les fonds du projet ont cependant permis d'assurer divers appuis au niveau des centres, dont le renforcement des fonds de roulement et l'augmentation des stocks d'aliments pour le bétail (en ciblant plus particulièrement un accès à ces aliments par les productrices).

Un atelier régional de capitalisation du projet, a été or-

ganisé en juillet 2015 à Niamey réunissant une quarantaine de participants du Niger, du Sénégal, du Mali et de Mauritanie.

Projet ALTERRE – Agrocarburants locaux, territoires ruraux et énergie. Mali. 2009-2015. Maîtrise d'ouvrage : IRAM et GERES (France). Financement : U.E., F.F.E.M. (France), TATE (France). Montant global du projet : 2 400 k€. Partenaire : AMEDD (Mali).

Le projet ALTERRE est un projet pilote visant à définir les conditions de viabilité et de pérennité d'une filière agrocarburant en approvisionnement paysan. Il s'agit d'une filière de proximité associant producteurs, extracteurs et utilisateurs dans quatre communes de la région de Sikasso, pour la production locale de carburant à base d'huile végétale pure de *Jatropha curcas*, l'accès des habitants à des services de proximité alimentés en huile végétale (mécanisation d'activités agricoles, recharge batterie) ou à l'électrification rurale.

Des travaux d'appui ont été réalisés en 2015 dont une mission au Mali pour l'analyse des données de rendement des plantations de Jatropha. Les rendements dépendent beaucoup de l'entretien réalisé sur les plantations de Jatropha mais s'avèrent généralement en deçà des espérances. La mission a également permis de mener des entretiens auprès d'un certain nombre de producteurs pour mieux comprendre l'insertion du Jatropha dans les systèmes de culture.

Projet JatroREF – Des référentiels pour des filières agrocarburants durables en Afrique de l'Ouest. Afrique de l'Ouest. Juin 2011 – décembre 2015. Maîtrise d'ouvrage : IRAM et GERES (France). Financement : U.E., F.F.E.M. (France), TATE (France), Fondation Albert II de Monaco,

ADEME (France), fondation néerlandaise F.D.O., C.F.S.I. (France), Fondation Veolia (France). Montant global du projet : 5 660 k€. Partenaires : ANADEB (Mali), AMEDD (Mali), D.G.E. (Bénin) et CeRPA Zou-Collines (Bénin).

L'IRAM, en partenariat avec le GERES, met en œuvre et anime le projet JatroREF qui a pour objectif la construction de référentiels permettant de caractériser la viabilité socio-économique et la durabilité environnementale des filières paysannes de production d'agrocarburants à base de Jatropha en Afrique de l'Ouest. JatroREF est articulé autour de trois composantes distinctes : actions-pilotes au Mali (IRAM-GERES — voir ci-dessus, projet ALTERRE) et Bénin (GERES), partage d'expériences (IRAM-GERES) et diffusion et mise en débat (IRAM-GERES). Les thèmes prioritaires pour le réseau ont été déterminés par ses membres : potentiel agronomique du jatropha, agriculture familiale et jatropha, extraction de l'huile, utilisation dans les moteurs, filières et finance carbone. Chacun de ces thèmes fait l'objet d'un groupe de travail spécifique, avec un animateur de l'IRAM ou du GERES.

Plusieurs ateliers ont été engagés en 2015 : (i) atelier d'information et d'échanges sur les filières agrocarburants en production paysanne, à partir des expériences du projet ALTERRE et de JatroREF, le 9 juin à Paris ; (ii) atelier final de JatroREF les 23 et 24 juin à Bamako.

Plusieurs études importantes ont été organisées au cours de l'année sur :

- le suivi des rendements du jatropha (appui à plusieurs opérateurs pour le suivi de rendement en milieu paysan, présentation des données à l'occasion de l'atelier final JatroREF) ;
- l'analyse du cycle de vie du jatropha (étude de cas au Mali).

Des bulletins de veille ont régulièrement été envoyés ainsi que les synthèses des études réalisées. Un support de capitalisation a été réalisé (clé U.S.B.) reprenant le contenu du site internet de JatroREF et l'ensemble des documents produits (rapports, notes, synthèses).

Les informations sur le projet sont disponibles via le site internet www.jatroref.org

Programme d'Appui à l'agro-sylviculture autour d'Antananarivo. Madagascar. 2014-2018. Maîtrise d'ouvrage : IRAM. Financement : U.E. Montant global du projet : 1 679 k€. Partenaires : ECO-Consulting Group (Allemagne), BEST (Madagascar).

L'objectif spécifique du programme est d'améliorer les revenus des producteurs autour d'Antananarivo et l'accès des populations à un marché sécurisé de produits agricoles et de bois énergie. Pour ce faire, le programme doit faciliter l'organisation et la structuration de six filières jugées stratégiques et porteuses autour de la ville d'Antananarivo : maraîchage, arboriculture fruitière, poulet fermier, lait, pisciculture et bois-énergie. L'IRAM apporte de l'assistance technique au programme via deux assistants techniques résidentiels ainsi que de l'expertise court-terme sur différentes thématiques liées aux filières et sur la mise en place du dispositif de suivi-évaluation.

En 2015, huit contrats entre le programme et des opérateurs (O.N.G.) visant à mettre en œuvre les activités sur les différentes filières concernées ont été signés. Une mission d'assurance-qualité sur le programme a été réalisée en septembre. Elle a permis de faire apparaître un déroulement du programme apprécié des différents acteurs même si des points de vigilance sont à considérer au vu de l'ampleur et des objectifs variés du programme.

Projet d'appui aux acteurs et au développement de la filière bovine dans le Ouaddaï, Abéché PADL-APAFIBO. 2014-2017. Maîtrise d'ouvrage : IRAM. Financement : U.E., A.F.D. Montant global du projet : 494 k€. Partenaires : INADES Formation (Tchad), FRAPO (Tchad).

Le projet mis en œuvre par l'IRAM, l'INADES et la fédération des éleveurs du Ouadaï a bénéficié d'une subvention de l'Union européenne pour consolider les acquis enregistrés par le PAFIB sous maîtrise d'ouvrage du ministère de l'Élevage et sur financement de l'U.E. dont l'IRAM assurait l'assistance technique. L'APAFIBO vise ainsi à renforcer les capacités des acteurs de la filière bovine et à réaliser certains aménagements liés à la filière dans la région du Ouaddaï.

En 2015, la finalisation et la validation du plan de développement régional de la filière ont pu être effectués en impliquant pleinement la FRAPO, ses membres, les familles professionnelles de la filière ainsi que les autorités et structures de développement local (services techniques, autres projets, etc.). Une liste d'investissement prioritaires (trois parcs de vaccination, deux ateliers de transformation de viande, une aire d'abattage, un mur de clôture du marché, un étale de boucherie) a été émise dont la majorité est en cours de mise en œuvre. Une campagne de vaccination de 30 000 bovins a été réalisée. Un cofinancement complémentaire a été obtenu auprès de la D.P.O. de l'A.F.D. permettant de poursuivre l'action d'une année supplémentaire.

Café Ziama-Macenta : Appuyer le développement durable, la certification équitable et l'export de café. Guinée. 2014-2015. Maîtrise d'ouvrage : Coopérative WOKO. Montant global du projet : 40 k€. Financement : Fondation Rio Tinto.

Il s'agit pour l'IRAM d'appuyer la Maison guinéenne des

entrepreneurs (M.G.E.) dans son accompagnement à la coopérative WOKO et à l'interprofession café pour la certification équitable et l'export du café Ziama-Macenta, première indication géographique (I.G.) d'Afrique de l'Ouest. L'appui de l'IRAM concerne la gestion de projet et la mise en place

des certifications I.G. et Commerce équitable, la contractualisation entre coopérative et acheteur, l'accès aux pré-financements. Une prolongation de l'appui a été financée, afin de couvrir la campagne 2016, pour une exportation de cinq conteneurs, dont quatre certifiés.

Appui-Conseil – Évaluation

Évaluation finale du projet de Développement des filières agricoles vivrières et de l'agroforesterie dans la zone de Mayenda (DEFIV-DAFOMA). République démocratique du Congo. Décembre 2014 – janvier 2015. Financement : A.F.D, U.E.

Les principales activités réalisées par le projet évalué concernaient le désenclavement de la région du Mayenda, la diffusion de pratiques et de variétés améliorées, la structuration des producteurs (à la base et au niveau faitière) et la mise en place d'une plateforme de commercialisation pour les produits du Mayenda, gérée par les acteurs de la filière.

R.D.C.



Formulation du Programme de développement agricole dans la province du Maniema (PRODAM). République démocratique du Congo. Avril-septembre 2015. Financement : C.T.B. (Belgique).

Formulation du programme de développement agricole de la Province du Maniema, d'un budget de 10 millions d'euros visant l'augmentation de la production agricole (champs école, appui à la disponibilité de semences, diffusions de

bonnes pratiques agricoles) et de la productivité (mise à disposition d'équipement de transformation, appui à la commercialisation). Le programme prévoit aussi un volet d'appui au renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques et un volet d'amélioration de la gouvernance du secteur agricole. Ce programme est complémentaire d'un programme de désenclavement du Maniema également financé par la C.T.B.

Capitalisation-recherche

Capitalisation des acquis du projet «Appui aux dynamiques de développement des territoires ruraux méditerranéens – A2DTRM ». Maroc, Égypte, Tunisie, France. Janvier 2014 – juin 2015. Financement : A.F.D., Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (I.A.M.M.).

Le projet A2DTRM « Appui aux dynamiques de développement des territoires ruraux méditerranéens », a abordé les espaces ruraux du bassin méditerranéen sous l'angle de l'innovation, dans un contexte marqué par le renforcement des contraintes (climatiques, hydriques, foncières, démographiques...), de nombreuses transitions (politiques, économiques, sociales) et de fortes tensions (spatiales, migratoires, sécuritaires). Le projet avait pour objectif d'identifier des actions innovantes en matière de développement des territoires ruraux dans trois pays, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie, afin d'en analyser les dynamiques et d'alimenter les politiques publiques visant le développement des territoires ruraux. Le projet s'est attaché à comprendre et do-

documenter les outils et mécanismes de décision que les acteurs institutionnels, économiques et sociaux mobilisent dans le cadre d'initiatives de développement local. Dans ce cadre la dimension sécurisation de l'accès et gestion durable des ressources naturelles et du foncier a été particulièrement développée et intégrée aux échanges d'expériences entre les pays concernés.

L'IRAM a appuyé l'équipe projet de l'I.A.M. Montpellier dans la capitalisation des acquis du projet ainsi que dans la conception et l'organisation d'un séminaire international portant sur le développement des territoires ruraux en Méditerranée qui s'est tenu du 9 au 11 décembre 2014, puis à la rédaction en 2015 de l'ouvrage « Les territoires ruraux en Méditerranée : quelles politiques publiques pour accompagner les dynamiques de développement ? » <http://www.iram-fr.org/pdf-publications/697.pdf>



Journée d'étude IRAM « Filières et développement des territoires : pourquoi et comment renouveler les approches pour les interventions au Sud ? ».

Financement : IRAM

L'IRAM organise annuellement des journées d'études. Ces journées ont pour objectif de permettre la réflexion et les échanges sur des thèmes liés aux problématiques du développement, à partir de l'expérience de terrain. L'IRAM assure intégralement la préparation, l'organisation et l'animation de ces journées, qui impliquent des intervenants externes dans différentes disciplines.

La dernière journée d'étude de l'IRAM s'est tenue au Pavillon de l'eau à Paris le 25 juin 2015 sur le thème « Filières et développement des territoires : pourquoi et comment renouveler les approches pour les interventions au Sud ? ». Elle a réuni plus d'une centaine de participants.

Cette journée avait pour objectif d'apporter un éclair-

rage sur les possibilités de construire une action locale de développement économique, à travers la mobilisation des acteurs du territoire, la valorisation des potentialités agricoles en privilégiant les ressources locales et leur bonne gestion, et la diversification des économies rurales.

Partant du constat que développement local et développement des filières sont souvent des notions cloisonnées, l'IRAM a cherché à cerner davantage les apports et les limites des approches méthodologiques visant à mieux articuler gouvernance locale et économies des territoires ruraux. La cohérence de la diversité de ces approches mises en œuvre dans les pays du Sud a été questionnée, et la question de la prospective territoriale a été abordée.

Les contributions méthodologiques, les exemples concrets et la table ronde ont permis de croiser les regards d'acteurs de différents horizons, pour proposer une réflexion sur les modèles et l'échelle de l'action publique.

Formations

Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne, Formation « Pratiques du développement », Paris.

Organisation d'un atelier sur les demandes potentielles du marché international en gomme arabique dans le cadre du Programme de renforcement des capacités commerciales (P.R.C.C.) au Tchad et au Soudan.

ISTOM – École d'ingénieur agro-développement international, Master « Développement agricole et financement », Cergy-Pontoise.

Conception et animation d'un module sur la gestion financière de projet.

Institut des régions chaudes (I.R.C.), Master « Systèmes agraires tropicaux », Montpellier.

Conception et animation d'une intervention au sein du module introductif « Questionner les référentiels mobilisés dans les métiers du développement agricole et agro-alimentaire ».

Institut des régions chaudes (I.R.C.), Master MOQUAS (Marchés organisations qualité et services en appui aux agricultures du Sud), Montpellier.

Conception et animation d'un module sur la place des organisations de producteurs dans les filières.

Il y a aujourd'hui un fort enjeu de cohérence entre les gestions traditionnelles des ressources naturelles et du foncier, celles réalisées par l'État et le rôle des collectivités locales en matière de G.R.N. (et de foncier dans certains pays). Ce mandat de gestion est relativement nouveau pour les collectivités locales, qui y voient une source de fiscalité stratégique sans pour autant disposer d'expérience dans ce domaine. La réappropriation de la gestion des ressources renouvelables et du foncier productif des territoires repose donc sur une articulation entre le renforcement des capacités locales de gestion des ressources (organisations d'usagers, associations locales, collectivités) et l'aména-

gement du cadre juridique reconnaissant les modalités effectives de transfert de responsabilités aux organisations et institutions locales. L'IRAM capitalise une expérience particulière dans ce domaine grâce à la mise en œuvre de programmes dans la durée depuis les années 1990 (Tchad, Sénégal, Mauritanie, Burkina Faso, Niger). Cette expérience permet à l'IRAM d'enrichir ses expertises et ainsi réaliser des études et évaluations spécifiques sur le thème. Par ailleurs, des actions innovantes en matière de valorisation des ressources font l'objet de réflexion au sein de l'IRAM, notamment en lien avec la production locale d'énergie.

Projet de développement

Projet d'implantation d'un démonstrateur de picohydroliennes. République du Congo. 2014-2016. Maîtrise d'ouvrage : ministère de la Recherche et de l'Innovation scientifique et technique. Financement : ministère des finances – FASEP – Innovation verte (France). Montant global du projet : 575 k€. Partenaires : Ecocinetic (France), G.C.A.D.M. (République du Congo).

Le projet vise à développer l'accès aux services énergétiques de la population du village de Moulenda, situé sur un affluent du fleuve Congo, à 130 km de Brazzaville, au travers de l'installation de petites hydroliennes conçues par Ecocinetic. Défini comme une phase-test, le démonstrateur de Moulenda doit permettre de suivre et d'évaluer les performances techniques, économiques, sociales et environnementales des hydroliennes avec les partenaires locaux afin d'en démontrer l'efficacité et de définir les modalités d'appropriation locale (maintenance, organisation du service et de son financement). En offrant une solution

d'accès à l'énergie pour les zones rurales enclavées et en s'inscrivant dans les priorités et les politiques publiques de l'électrification rurale, le projet doit permettre de diffuser la solution testée (contacts avec bénéficiaires, opérateurs et financeurs potentiels) afin de répondre aux enjeux du développement durable en Afrique subsaharienne. L'année 2015 a permis de former deux cadres congolais à La Rochelle au siège d'Ecocinetic et de fabriquer les hydroliennes, dont le container n'a pu être expédié que début 2016, suite à des difficultés avec les douanes.

Programme de coopération décentralisée Picardie-Konni-Malbaza-Madaoua. Niger. 2007-2015. Maîtrise d'ouvrage : 12 communes des régions de Konni, Malbaza et Madaoua (Niger) et Conseil régional de Picardie (France). Financement : Conseil régional de Picardie. Montant global du projet : 5 500 k€. Partenaires : CIEDEL (France), RAIL (Niger).

Le projet dispose d'un volet spécifique « Lutte contre la désertification » qui vise en particulier à renforcer les capacités des élus et des autres parties prenantes pour la planification raisonnée des actions de gestion des ressources naturelles sur la commune, d'une part, et à réaliser des investissements sur des sites prioritaires en réponse à des problématiques environnementales identifiées (récupération des terres dégradées, fixation des dunes, lutte contre l'envahissement des mares par des espèces invasives) d'autre part. La mise en œuvre de ce volet s'est poursuivie au cours de

l'année et a permis des investissements en matière de récupération de sites dégradés et de rétablissement de la biodiversité dans les mares qui représentent un potentiel non négligeables de revenus et de sécurité alimentaire via la pêche pour les populations riveraines. Au total depuis son démarrage, ce volet a permis d'aménager 5 000 hectares et de former 1 000 personnes sur les techniques de lutte antiérosive. L'IRAM appuie techniquement et méthodologiquement ce volet mais l'impossibilité, pour des raisons de sécurité, de se rendre sur le terrain complique singulièrement cet appui.

Laos



Appui-Conseil – Évaluation

Appui méthodologique à la *Global Water Initiative* (G.W.I.). Burkina Faso, Mali, Sénégal. Mai-décembre 2015.
Financement : Fondation Howard G. Buffet.

Le programme *Global Water Initiative* (G.W.I.), mis en œuvre par l'Union internationale pour la conservation de la nature (U.I.C.N.) et par l'Institut international pour l'environnement et le développement (I.I.E.D.), cherche à relever le défi que représente une utilisation agricole de l'eau efficace et équitable, qui permette aux paysans d'améliorer leur sécurité alimentaire et leur résilience aux aléas — notamment climatiques. Les pays ouest-africains envisagent la construction de nouveaux grands barrages afin de satisfaire leurs besoins en énergie et en eau, et de promouvoir la sécurité alimentaire, dans un contexte d'incertitude lié au changement climatique. Or, les barrages existant dans la sous-région présentent souvent des productions faibles, dues en particulier à une sous-utilisation du potentiel irrigable, à de faibles rendements et à une utilisation de l'eau peu efficiente. Dans ces conditions, il apparaît nécessaire, comme le recommande la CEDEAO dans ses lignes directrices pour le développement d'infrastructures hydrauliques durables en Afrique de l'Ouest, d'évaluer et d'optimiser la rentabilité des grands ouvrages hydrauliques. Au sein du programme G.W.I., l'IRAM a pris part à l'analyse de la capacité de quelques grands barrages au Mali, au Burkina et au Sénégal à produire des aliments à des prix compétitifs et à garantir des revenus satisfaisants aux producteurs, tout en présentant une rentabilité économique qui justifie les hauts niveaux d'investissement public nécessaires.

L'étude vise à comprendre et à quantifier la diversité des producteurs et de leurs stratégies, afin de pouvoir

formuler des recommandations spécifiques concernant le foncier et sa mise en valeur.

L'IRAM a participé dans le cadre de cet appui à la rédaction de la note politique « Les conditions foncières de la viabilité de la riziculture irriguée », juillet 2015, 4 p. http://www.iram-fr.org/iram-actualite-detail.php?produit=general&id_actu=125

Niger



Assistance technique à la *task force* « Initiative pour l'irrigation au Sahel – S2I ». Sahel. Juin 2015 – juillet 2016. Maître d'ouvrage : Banque mondiale, CILSS. Financement : F.A.O. Montant global du projet : 177 k€.

Le forum de Dakar tenu en 2013, organisé par la Banque mondiale en partenariat avec le CILSS, avec six États du

Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad), la CEDEAO, l'UEMOA et la F.A.O. a lancé un appel international pour le développement de l'irrigation au Sahel, à travers une Déclaration dite de Dakar. Cette déclaration vise l'augmentation des superficies irriguées de 400 000 ha (actuellement à 1 000 000 ha) d'ici 2020 dans les pays du Sahel, tout en mettant en œuvre les mesures d'accompagnement nécessaires. Une *task force* a été mise en place pour opérationnaliser cette déclaration notamment au travers de la formulation d'un Projet Régional. L'IRAM a appuyé cette initiative sur les aspects suivants : (i) facilitation des 4^e et 5^e rencontres de la *task force* S2I à Bamako (juin) et Niamey (novembre) et rédaction des compte-rendus (rencontres sur 2 ou 3 jours réunissant entre 60 et 80 participants), (ii) appui à la rédaction de la note de concept du projet régional d'appui à l'initiative irrigation au Sahel (SIIP), (iii) appuis techniques aux équipes de chaque pays pour la préparation de leurs projets pays avec des missions au Mali, Niger, Tchad, Sénégal et Burkina Faso.

Madagascar



Évaluation du projet de développement du Parc national du Limpopo (P.N.L.). Mozambique. Juin 2015 – mai 2016. Financement : A.F.D.

Les objectifs de ce projet sont (i) de créer les conditions d'une gestion économiquement, socialement et écologiquement durable du parc, contribuant ainsi à la préservation de la biodiversité et des écosystèmes au niveau régional, en concertation avec les populations locales, (ii) de contribuer à l'intégration régionale et au renforcement de la coopération entre l'Afrique du Sud, le Zimbabwe et le Mozambique. Cette évaluation s'est réalisée dans un double cadre d'évaluation classique et d'évaluation filmée.

Pré faisabilité du projet d'amélioration de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire dans le Tiers Sud du Sénégal. Sénégal. Septembre 2015 – avril 2016. Financement : A.F.D. Partenaires : C.A.C.G. (France), SONED Afrique (Sénégal).

Cette étude a permis d'élaborer le montage d'un projet de 5 ans visant le renforcement de la résilience et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales via l'accroissement de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire dans cinq départements cibles des régions de kolda, Tambacounda et Kédougou. Il s'agit i) de mettre en place des infrastructures hydro-agricoles et d'équipement rural, ii) d'appuyer la nutrition, la diversification de l'agriculture et des revenus, et iii) de renforcer les acteurs locaux et des filières aux plans institutionnel et technique. L'étude a permis de caractériser la situation physique, agro-socio-économique et environnementale de la zone et l'état des infrastructures hydro-agricoles existantes ciblées. De plus les contenus des composantes et des activités proposées pour l'intervention ont été définis. Le projet devra relever le défi de réussir une valorisation durable du potentiel agricole (augmentation de la production et de la productivité avec gestion conservatoire des ressources) pour assurer la satisfaction des besoins nationaux en céréales et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations locales (augmentation des revenus disponibles pour y faire face, et actions adaptées aux situations de malnutrition).

Faisabilité d'un programme de gestion des ressources naturelles dans les territoires ruraux vulnérables. Tunisie. Juin-juillet 2015. Financement : A.F.D. Partenaire : BICHE (Tunisie).

L'Agence française de développement (A.F.D.), en par-

tenariat avec le ministère de l'Agriculture tunisien ont soutenu le montage d'un nouveau programme de gestion des ressources naturelles dans cinq gouvernorats du pays: Bizerte, Kairouan, Siliana, Le Kef, Sidi Bouzid. Ce nouveau programme s'inscrit dans la mise en œuvre des nouvelles stratégies élaborées par l'État tunisien au sortir de la révolution de janvier 2011 qui promeut la décentralisation, l'agriculture durable et la co-gestion des forêts et des parcours. Le projet en préparation veut développer une approche de gestion intégrée des ressources naturelles : intégration de la gouvernance des ressources naturelles dans le développement économique local, approche paysage intégrant les différentes ressources naturelles des territoires de montagne et de piémont, intégration des institutions pour faciliter les synergies entre acteurs déconcentrés, décentralisés et société civile, intégration de la gestion et de la valorisation économique des ressources naturelles.

Mali



Capitalisation-Recherche

Capitalisation et valorisation du projet de gestion des territoires de conservation en Afrique de l'Ouest. Bénin, Burkina Faso, Ghana, Niger, Togo. Juillet 2015. Financement : F.F.E.M.

Cette capitalisation concernait sept sites (deux au Burkina Faso, deux au Ghana, un au Niger, un au Togo, un au Bénin) en périphéries d'aires protégées. L'équipe IRAM est intervenue en appui à des O.N.G. locales qui travaillent avec les communautés et les collectivités pour la gestion et la gouvernance des ressources naturelles au niveau de zones limitrophes des aires protégées, en conciliant préservation des ressources et amélioration des conditions d'existence des communautés via des activités durables (réserves de chasse communautaires, écotourisme, valorisation des produits forestiers non-ligneux). L'objectif de cette capitalisation était de tirer les enseignements de ces expériences de gestion locale des ressources naturelles dans le contexte de conservation et d'en tirer des éléments de

plaidoyer à destination des décideurs, tant au niveau international, que national et communal. L'IRAM a accompagné la réalisation d'un produit de capitalisation (rapport, photostory, film) pour chacune des sept organisations. Un atelier de travail a rassemblé en juillet 2015 les parties prenantes des sept sites pour une revue critique des produits et un débat autour du développement économique local, de la gouvernance des ressources et de la décentralisation des approches de gestion des ressources naturelles. Sur la base de ces éléments, l'IRAM a élaboré un document global de capitalisation ainsi qu'une note pour les décideurs. L'ensemble des travaux a été présenté en atelier régional en octobre 2015. Les documents sont téléchargeables sur la page du programme http://www.iucn.org/fr/propos/union/secretariat/bureaux/paco/programmes/ap/projets_et_thematiques/societe_civile_et_initiatives_locales_de_conservation/le_projet_territoire_de_conservation/

Formations

Centre d'études et de recherches sur le développement international (CERDI), Master « Politiques publiques et développement durable », Clermont-Ferrand.

Organisation et animation d'un module de formation sur « Décentralisation et gestion des ressources naturelles » : apport théorique sur les réformes de décentralisation en Afrique subsaharienne, travaux de groupe sur les textes de décentralisation et sectoriels permettant d'identifier les rôles des différents acteurs dans la gestion des ressources naturelles et les cohérences-incohérences juridiques ; présentation d'études de cas en Mauritanie et au Niger.

Muséum d'histoire naturelle – AgroParisTech, Master DEBATS, Master « Développement durable, biodiversité et aménagement des territoires – DEBATS », Paris.

Conception et animation d'un module d'une semaine sur « Environnement et développement ». Deux axes sont traités : la gestion du cycle d'un projet de développement, la présentation d'études de cas (développement en zone forestière au Laos ; filière courte agrocarburant pour l'énergie rurale au Mali ; plateforme de concertation sur l'hydraulique pastorale au Tchad).

La question de la formation et de l'intégration en emploi des jeunes constitue à la fois une préoccupation ancienne et un enjeu crucial aujourd'hui et pour les années à venir, dans les pays du Nord comme du Sud. Les défis sont immenses, notamment en lien direct avec l'accroissement démographique, de faire face au nombre d'entrées de jeunes sur le marché du travail. Le passage de la formation à un emploi reste difficile pour un jeune qu'il soit ou non qualifié ou diplômé.

Malgré une urbanisation rapide, l'essentiel de la population africaine sera rurale jusqu'en 2035. Il est donc urgent d'apporter une réponse structurée aux préoccupations et besoins des jeunes ruraux tout en prenant en compte les réalités actuelles de ce milieu et leurs évolutions : pression

foncière accrue, vulnérabilité au changement climatique, difficultés de plusieurs grandes cultures de rente etc.

L'IRAM, de par son expérience dans le domaine du développement rural dans les pays du Sud, partage cette préoccupation. Ainsi depuis plusieurs années, l'IRAM renforce son implication dans les réflexions en cours sur la formation et l'insertion des jeunes, en apportant notamment sa compréhension des systèmes ruraux concernés.

Jusqu'ici essentiellement concerné par des études court terme, la reconnaissance progressive de l'IRAM sur le sujet l'amène aujourd'hui à être sollicité par des structures spécialistes de la formation professionnelle pour intervenir en appui au sein de projets de longue durée.

Guinée



Projets de développement

Programme d'appui jeunesse-emploi (PAJE). Algérie. 2014-2016. Maîtrise d'ouvrage : ministère algérien du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Financement : U.E. Montant global du projet : 4 800 k€ Partenaires : Pôle Emploi, AFPA, ANDML, I.B. (Allemagne), GOPA (Allemagne).

L'objectif général du PAJE est d'accompagner le gouvernement algérien dans sa politique nationale en faveur de la jeunesse et pour l'employabilité et l'insertion des jeunes, ainsi que soutenir les efforts de la société civile pour une meilleure prise en compte des jeunes dans la société. Le consortium a été chargé de mettre en place une unité d'appui au programme pour accompagner la direction au niveau des dispositifs centraux et locaux, à travers la réalisation d'activités dans quatre wilayas pilotes : Annaba, Béchar, Khenchela et Oran. L'IRAM est impliqué dans l'appui à la gestion et au pilotage du programme.

Retrouvez les informations sur le site du projet <http://paje.dz>

Projet d'appui à la formation professionnelle et à l'insertion des jeunes (AFPIJE). Bénin. 2015-2018. Maîtrise d'ouvrage : ministère béninois de l'Enseignement secondaire, de la Formation technique et professionnelle, de la Reconversion et de l'Insertion des jeunes (M.E.S.F.T.P.R.I.J.). Financement : A.F.D. Montant global du projet : 3 500 k€. Partenaire : SwissContact (Suisse).

Le projet a pour objectif général de renforcer l'employabilité des jeunes par l'amélioration de l'offre de formation professionnelle duale pour une meilleure qualification de la main d'œuvre nécessaire au développement économique du pays. Le projet cible spécifiquement le dispositif de for-

mation d'apprentissage de type duale, en cours de rénovation dans le cadre de la réforme du système d'enseignement technique et de formation professionnelle.

L'apprentissage de type dual est le dispositif de formation professionnelle devant apporter une solution durable pour la qualification et l'insertion professionnelle d'une population jeune, en situation d'échec scolaire et/ou de précarité sociale et économique. Le Bénin s'est engagé de longue date dans le développement de ce dispositif de formation avec une volonté constante de le faire évoluer pour répondre au mieux aux enjeux de qualification et d'insertion.

Le projet est organisé en trois composantes qui répondent à trois types d'enjeux : (i) le renforcement et l'extension de l'offre de formation de type duale en réponse aux besoins des économies locales, (ii) le renforcement et l'amélioration du niveau d'insertion des jeunes dans l'emploi dans un cadre local de concertation pluri-acteurs initié par un collectif de communes, (iii) le renforcement des capacités de pilotage par le M.E.S.F.T.P.R.I.J. du dispositif de formation de type dual à cette étape de sa rénovation et en cohérence avec l'évolution d'ensemble du système de formation. Le projet est mis en place à plusieurs échelles territoriales. Les quatre départements du Zou, Collines, Mono et Couffo sont concernés par l'extension de l'offre de formation ; les neuf communes du Zou pour l'insertion des jeunes grâce au cadre intercommunal. La composante 3 quant à elle est à portée nationale. Les publics-cibles du projet sont principalement les jeunes en demande ou en formation par apprentissage ainsi que les professionnels nécessitant des compléments de qualification (patrons ou salariés). L'IRAM copilote le projet et a en charge la responsabilité de la composante 2.

Appui-Conseil – Évaluation

Programme appui à la formation professionnelle (AFOP 2). Cameroun. 2013-2016. Financement : A.F.D., C2D. Partenaires : Montpellier Supagro associé à 13 structures de l'enseignement supérieur.

L'objectif de la 2^e phase, AFOP 2, vise à améliorer la qualification professionnelle des acteurs de développement agricole et rural et une meilleure insertion des jeunes formés dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des pêches. Trois résultats sont attendus : accroître le nombre de jeunes et d'adultes formés au travers du dispositif de formation professionnelle, accroître le nombre de jeunes et d'adultes insérés à l'issue de la formation, accroître le nombre de structures de formation rénovées.

Dans cette 2^e phase du programme, les objectifs sont de

passer de 42 centres rénovés à 100, formant 3 500 jeunes par an, et de 11 écoles à 25, soit 2 500 jeunes formés par an. Les 900 jeunes agriculteurs sortis des premiers cycles de formation en 2012 seront accompagnés dans leur installation. Ce programme, en favorisant l'insertion professionnelle des jeunes ruraux et leur installation, devrait contribuer à renforcer le professionnalisme du secteur agro-pastoral, à promouvoir l'auto emploi des jeunes et participer à la réduction de l'exode rural et du chômage. La pérennisation du dispositif de formation mis en place constitue le principal défi du programme.

L'IRAM est intervenu en 2015, outre des appuis ponctuels sur la conduite d'études et de suivi de stagiaires, en participant au groupe de réflexion sur l'économie de la formation.

Formations

Institut des régions chaudes (I.R.C.), Master « Systèmes agraires tropicaux », Montpellier.

Participation à la table ronde « Questionner les référentiels utilisés dans les métiers du développement agricole et agro-alimentaire », 11 septembre 2015.

Publications

Entretien sur « Le financement de la formation professionnelle en Afrique, un secteur en profonde transformation », *INFFO-Formation*, n°869, janvier 2015, p. 27.

INFFO-Formation est le magazine des acteurs de la formation professionnelle en France (décideurs et financeurs, services de ressources humaines, prestataires de formation, pédagogues et acteurs des transitions professionnelles).

Cambodge



État financier. (k€)

Compte de résultats :

Le chiffre d'affaires atteint en 2015 un niveau inédit avec 5,6 millions d'euros, soit 860 000 € de plus qu'en 2014 et 1,5 million de plus qu'en 2013. Le taux moyen de croissance annuel du chiffre d'affaires sur les deux derniers exercices est ainsi supérieur à 15 %.

Cette croissance se base sur les projets (+ 275 000 € de C.A. sur 2015-2013) mais aussi, et principalement, sur les missions d'expertise, ces dernières sous-tendant les quatre cinquièmes de la croissance du chiffre d'affaires.

Il est à noter que le chiffre d'affaires lié aux projets est concentré sur un nombre de dossiers relativement réduit. Ainsi, cinq projets représentent les deux tiers de l'activité des projets, parmi lesquels nous retrouvons notamment les projets ARCOSCAL en R.C.A., PASANAO en UEMOA et ASA à Madagascar.

La marge brute progresse sensiblement sur la période passant de 2,1 millions à 2,4 millions d'euros entre 2014 et 2015. Le taux de marge brute reste néanmoins en baisse constante depuis 2013. Cette contraction de la marge brute s'observe très nettement sur la composante projet de notre activité, avec un taux de marge brute évoluant de 41 à 34 % au cours des trois dernières années. Elle s'explique par les projets PADL au Tchad et ARCOSCAL en R.C.A. qui représentent 30 % du C.A. projet de 2015 et sont faiblement rémunérateurs car opérés sur financement par subvention de l'U.E. et faisant l'objet d'une refacturation « au réel ».

La contraction de la marge brute s'observe également sur la part « expertise » de notre activité, avec une marge

brute de 50 % sur 2015. Cette évolution est à mettre en relation avec la croissance de la co-traitance et de la sous-traitance sur ce type de prestation.

La croissance de l'activité a permis un développement de l'équipe salariée, avec une équipe permanente (c'est-à-dire dont le contrat n'est pas directement lié à l'exécution d'un projet) de + 2,23 E.T.P. entre 2013 et 2015.

Le niveau des frais généraux s'est accru de 110 000 € (+ 40 %) Cette croissance est en partie due à un recours plus important à des prestations d'appui-conseil.

En 2015, le résultat net avant impôt et intéressement s'élève à 85 k€, soit un résultat positif et en forte croissance. Il est à noter que les résultats des exercices antérieurs étaient minorés du fait d'investissements stratégiques et de diverses provisions pour risques et charges.

Bilan :

Le bilan du groupe associatif reste caractérisé par la solidité de ses fonds propres, lesquels atteignent 1,8 millions d'euro à fin 2015, soit plus de 30% du total de bilan. Le groupe associatif ne présente aucun endettement de long terme.

À fin décembre 2015, les emplois durables sont notamment constitués par les bureaux parisiens de l'IRAM. Le fonds de roulement est relativement stable autour de 1,2 million d'euro, permettant au groupe de disposer de la trésorerie nécessaire à la mise en œuvre de ses activités.

Compte de résultats (k€)	2013	2014	2015
Chiffre d'affaires	4 116	4 777	5 616
Frais liés aux missions et sous-traitance	- 1 859	- 2 604	- 3 182
Salaires et charges	- 1 894	- 1 911	- 1 940
Frais de structure	- 260	- 293	- 372
Amortissement	- 23	- 22	- 20
Résultat financier et exceptionnel	- 129	43	23
Provision	- 70	- 2	- 40
Intéressement			- 19
I.S.			
Résultat net	- 119	- 12	66

Bilan (k€)	2013	2014	2015
Total actif	4 413	5 346	5 817
Immobilisations	593	578	575
Créances clients et autres actifs	3 053	2 534	4 555
Disponibilités	766	2 235	688
Total passif	4 413	5 346	5 817
Capital social	434	434	434
Autres fonds propres	1 342	1 312	1 370
Autres passifs	2 637	3 600	4 013

Les comptes de l'IRAM sont contrôlés chaque année par le cabinet Doucet, Beth et associés, commissaire aux comptes des deux entités (association et SASU)



Activités réalisées et partenaires financiers :

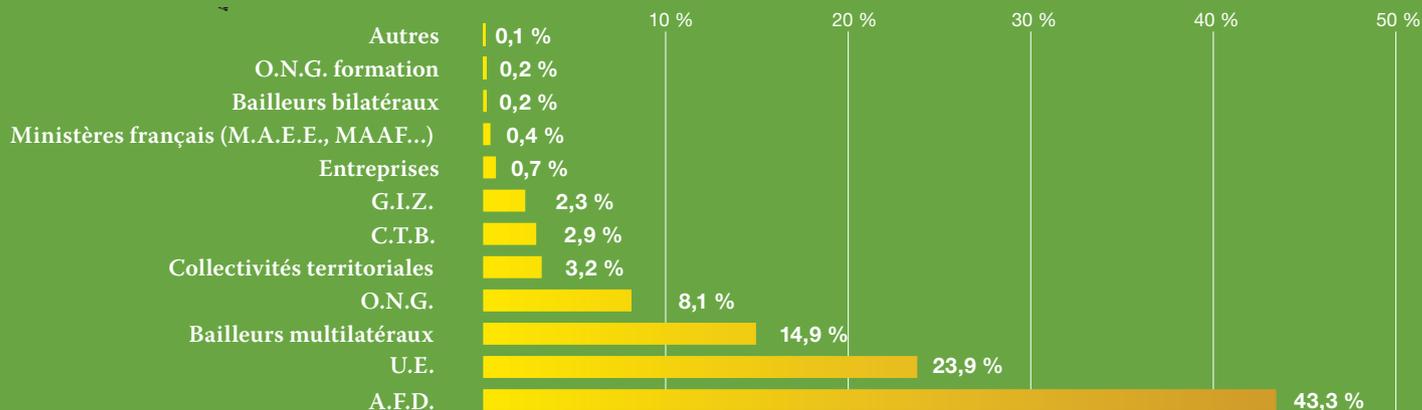
L'A.F.D. est toujours le premier bailleur de l'IRAM avec 43,5 % du chiffre d'affaires en 2015, finançant d'importantes études (comme la reformulation du programme de mise à niveau des exploitations agricoles en Tunisie), mais également des projets aux dimensions significatives, tels que le programme régional d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest ou le programme d'appui à la commercialisa-

tion du riz cambodgien.

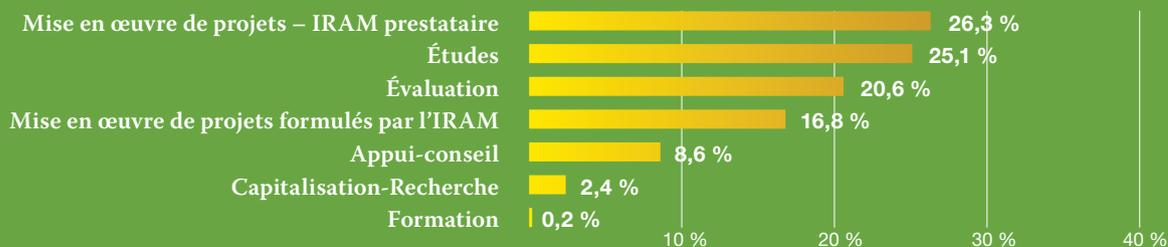
La part de l'Union européenne dans le chiffre d'affaire progresse pour atteindre 23 % du fait du financement des projets en R.C.A., ASA à Madagascar et APA-FIBO au Tchad.

La part des bailleurs multilatéraux s'établit à 16 %, portée notamment par les évaluations du programme alimentaire mondial.

Partenaires financiers (% du chiffre d'affaires)



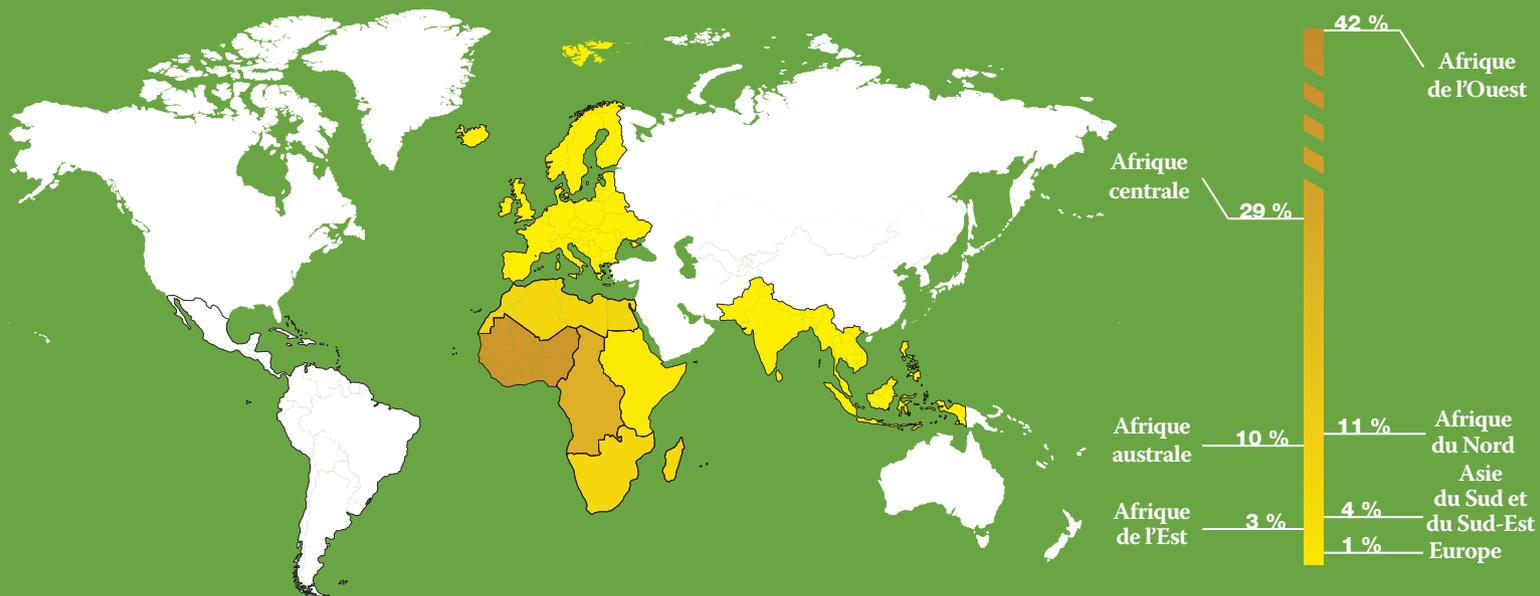
Activités réalisées (% du chiffre d'affaires)



En 2015, l'Afrique de l'Ouest représente 42 % de l'activité IRAM, avec une prédominance du Niger et de la Mauritanie sur cet exercice. Près de 30 % de l'activité est réalisée en Afrique centrale, notamment au Tchad (plus de 10 % du chiffre d'affaires global) et en R.C.A.

La part de l'Afrique du Nord (notamment Maroc et Tunisie) continue de progresser pour s'établir à 11 %. Globalement 95 % du chiffre d'affaires est lié au continent africain.

Zones d'interventions (% du chiffre d'affaires)



Tunisie



Les sources de financement des activités de l'IRAM

Institutions publiques	<ul style="list-style-type: none"> – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) – France – Agence belge de développement (C.T.B.) – Belgique – Agence française de développement (A.F.D.) – France – Banque africaine de développement (BAD) – Banque mondiale (B.M.) – Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) – Conseil régional de Picardie – France – Conseil régional de Provence – Alpes-Côte d'Azur – France – Direction du Développement et de la Coopération (D.D.C.) – Suisse – Fonds international de développement agricole (FIDA) – Italie – Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) – France 	<ul style="list-style-type: none"> – Hub rural - Sénégal – <i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> (G.I.Z.) – Allemagne – Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (I.A.M.M.) – France – Ministère des Affaires étrangères et européennes (M.A.E.E.) – France – Ministère de l'Économie, des Finances et du Commerce extérieur – Direction générale du Trésor – France – Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) – Programme alimentaire mondial (PAM) – Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM) – Afrique – Union européenne (U.E.)
Fondations et entreprises privées	<ul style="list-style-type: none"> – Fondation Albert II de Monaco – Monaco – Fondation Howard G. Buffet – États-Unis – Fondation Rio Tinto 	<ul style="list-style-type: none"> – Fondation Veolia – France – Tate – France
Organisations de la société civile	<ul style="list-style-type: none"> – Action contre la faim (A.C.F.) – France – Comité français pour la solidarité internationale (C.F.S.I.) – France – Coopération Atlantique Guinée 44 – France – F3E – France – FERT – France – Inter-réseaux développement rural (I.R.) – France 	<ul style="list-style-type: none"> – Initiative prospective agricole et rurale (IPAR) – Sénégal – Réseau <i>Bilital Maroobé</i> (R.B.M.) – Niger – SIDI – France – S.N.V. – Mali – S.O.S. Faim – Luxembourg – <i>Twin</i> – Grande-Bretagne



Budget projet IRAM (€)

En 2011, l'IRAM a formalisé un budget dédié à la mise en œuvre du projet associatif. Les ressources du B.P.I. sont constituées d'une partie des résultats de l'activité de prestation de service du groupe. Les actions financées émanent des membres de l'association, l'assemblée générale exerçant un rôle de définition des priorités, et le conseil d'administration, en concertation avec l'équipe salariée, oriente l'utilisation des fonds et suit l'exécution des actions arrêtées.

En 2015, au regard des résultats du groupe, le BPI n'a pas été réabondé. Les ressources disponibles correspondent ainsi au solde de l'exercice précédent, soit 28 775 €. Les actions suivantes ont été réalisées durant l'exercice 2015 :

- Préparation de la journée d'études « Filières et développement des territoires : pourquoi et comment

renouveler les approches pour les interventions au Sud ? ». 20 jours de travail de l'équipe salariée ont été dégagés pour la préparation de la journée d'études et la rédaction des actes. De plus, une stagiaire a été prise en charge afin d'accompagner ces travaux, en amont et en aval de la journée.

- Prise en charge des frais de réunion avec le Crédit rural de Guinée en vue de préparer une réunion avec l'Agence française de développement. Cette rencontre a eu lieu en marge de la visite de la direction du C.R.G. pour recevoir le 6^e prix européen de la microfinance pour sa réponse innovante à l'épidémie d'Ebola en Guinée.

L'ensemble de ces actions a été valorisée à 10 094 €. Ainsi, au 31 décembre 2015, le solde du budget projet IRAM s'élève à 18 681 €.

B.P.I. (€)	Ressources	Emplois	Solde en fin d'exercice
2011 : Dotation sur résultat Groupe associatif 2010	89 100		
Engagements			
Actions décidées et engagées en 2011		20 918	68 182
Temps salariés		7 629	
Frais		13 288	
2012 : Financement externe Étude Guinée	15 482		
Engagements			
Actions décidées et engagées en 2012		50 139	33 526
Temps salariés		16 171	
Frais		33 968	
2013 : Dotation sur résultat Groupe associatif 2012	14 000		
2013 : Dotation sur temps de travail salariés (dédié au B.P.I.)*	26 950		
Engagements			
Actions décidées engagées en 2013		44 096	30 379
Temps salariés		35 860	
Frais		8 237	
Engagements			
Actions réalisées en 2014		1 604	28 775
Temps salariés		1 604	
Frais		0	
Engagements			
Actions réalisées en 2015		8 858	19 917
Temps salariés		7 700	
Frais		2 394	
Total ressources 2016	19 917		

* 70 jours (C.U. moyen 385 €).

L'association IRAM organise une fois par an des journées d'études thématiques, qui ont pour objectifs de permettre la réflexion et les échanges sur des thèmes liés aux problématiques du développement, à partir de l'expérience terrain issue des pratiques d'intervention de l'IRAM.

Ces journées d'études rassemblent des partenaires au développement Nord et Sud (O.S.I., chercheurs...) et des bailleurs. Les vidéos des journées présentent l'intégralité des communications et des débats. Des actes de ces journées sont publiés et diffusés par l'IRAM.

Filières et développement des territoires : pourquoi et comment renouveler les approches pour les interventions au Sud ?

France. Juin 2015. Réalisation : Terre nourricière.

Retrouver les vidéos de la journée sur le site IRAM :

http://www.iram-fr.org/iram-actualite-detail.php?produit=general&id_actu=108

L'insertion socio-économique des jeunes ruraux en Afrique : contraintes et perspectives.

France. Juin 2013. Réalisation : Terre nourricière.

Retrouver les vidéos de la journée sur le site IRAM :

http://www.iram-fr.org/iram-actualite-detail.php?produit=general&id_actu=71&adm=0

Vulnérabilité aux aléas et adaptation aux changements climatiques : enjeux et innovations méthodologiques.

France. Juin 2012. Réalisation : Terre nourricière.

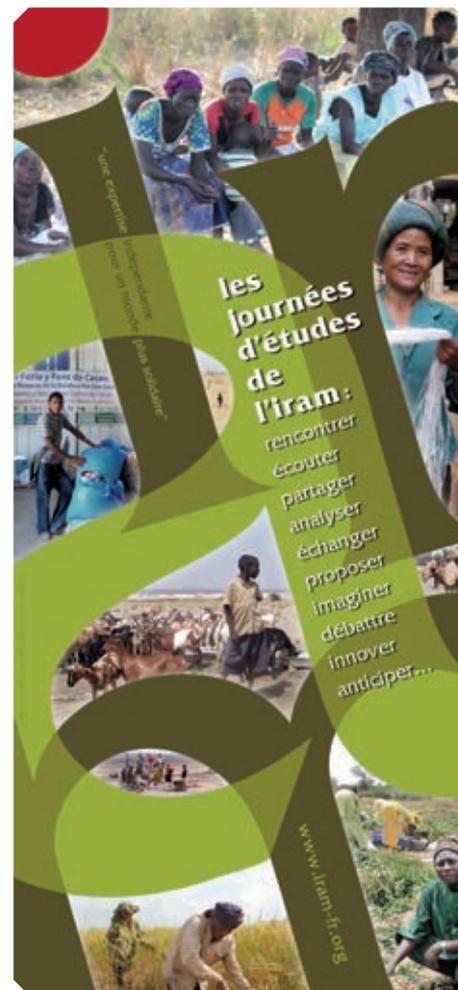
Un site dédié à cette journée a été créé. Il vous présente les vidéos de la journée et son verbatim, ainsi qu'une sélection de documents sur la thématique : <http://vulnerabilite.iram-fr.org>

Les changements politiques, sociaux et économiques au Sahel : Quelles implications pour les politiques de développement et les dispositifs de coopération ?

France. Juin 2011. Réalisation : Terre Nourricière.

Retrouver les vidéos de la journée sur le site IRAM :

http://www.iram-fr.org/iram-actualite-detail.php?produit=general&id_actu=34&adm=0



Depuis sa création, L'IRAM a développé de nombreuses relations de partenariat tant en France et en Europe que dans les pays du Sud. Ces partenariats permettent de donner plus d'ampleur à la mise en œuvre du projet du groupe, notamment par un élargissement des compétences techniques et une meilleure connaissance du contexte local des interventions. Pour la plupart d'entre eux, ces partenariats s'inscrivent dans la durée.

Nos partenaires dans l'exécution de prestations de services

L'IRAM formule une grande partie de ses offres de services en association avec d'autres structures (bureaux d'études, O.N.G. professionnelles...) établies en Europe ou dans les pays du Sud. Ces partenariats sont construits autour de complémentarités techniques, thématiques ou géographiques. En 2015, nos principaux partenaires en la matière sont :

- Aide à la décision économique (A.D.E.) – Belgique
- Agence européenne pour le développement et la santé (AEDES) – Belgique
- Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) – France
- AGER – Tunisie
- Agriate – France
- Action marketing pour le développement (A.M.D.) – Burkina Faso
- Association nationale des directeurs de missions locales (A.N.D.M.L.) – France
- ANTEA – France
- Agronomes et vétérinaires sans frontières (A.V.S.F.) – France
- Baastel – Belgique
- Biche – Tunisie
- Bureau d'expertise sociale et de diffusion technique (BEST) – Madagascar
- B.R.L.I. – France
- Bureau Issala – France
- B&S Europe – Belgique
- Cap rural – Maroc
- CER – France
- CIRAD – France
- Comité d'échanges, de réflexion et d'information sur les systèmes d'épargne crédit (CERISE) – France
- Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (C.A.C.G.) – France
- *Development consulting and engineering group* (D.C.E.G.) – Sénégal
- Ecocinetic – France
- ECO-G – Maroc
- ECO consulting group – Allemagne
- École d'agriculture de Meknès – Maroc
- E Sud – France
- Expertise France – France
- G.L.G. – France
- GOPA – Allemagne
- Groupe de recherches et d'échanges technologiques (GRET) – France
- Internationaler Bund (I.B.) – Allemagne
- Insuco – Grande-Bretagne
- I.R.C. SupAgro Montpellier – France
- J.M.N. Consultant – Cameroun
- Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale (LARES) – Bénin
- NIRAS – Danemark

- Oxfam – Espagne
- Prospect – Belgique
- Pôle Emploi – France
- Réseau Formation agricole et rural – Guinée
- RONGEAD – France
- SAFEGE – Belgique
- SOLID – Sénégal
- SONED Afrique – Sénégal
- Swiss Contact – Suisse et Bénin
- T.D.H. – Bénin
- Groupe Urgence réhabilitation développement (U.R.D.)
 - France

Nos partenaires dans la formulation d'initiatives pour le développement

La mise en œuvre du projet associatif de l'IRAM se traduit par diverses initiatives qui, le plus souvent, reposent sur des partenariats. Ceux-ci portent notamment sur : la formulation et/ou la mise en œuvre d'actions innovantes sur le terrain ; la réalisation de processus de capitalisation ; la préparation d'actions de plaidoyer ; le renforcement des capacités... En 2015, les partenaires de l'IRAM en la matière sont, au Nord comme au Sud, des organisations de la société civile, des entreprises à finalité sociale (I.M.F. par exemple) ou des organisations professionnelles :

- Agence nationale du développement des biocarburants (ANADEB) – Mali

- Association malienne d'éveil au développement durable (AMEDD) – Mali
- Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger (AREN) – Niger
- Comité de coopération avec le Laos (C.C.L.) – Laos
- Centre international d'études pour le développement local (CIEDEL) – France
- CeRPA Zou-Collines – Bénin
- Crédit rural de Guinée (C.R.G.) – Guinée
- D.G.E. – Bénin
- Ecocinetic – France
- Fédération des agro-pasteurs du Ouaddaï (FRAPO) – Tchad
- Groupe énergies renouvelables, environnement et solidarités (GERES) – France
- Groupement des coopératives agropastorales pour le développement de Moulenda (G.C.A.D.M.) – Congo
- INADES Formation – Tchad
- *International Institute for Environment and Development* (I.I.E.D.) – Grande-Bretagne
- Karkara – Association nigérienne pour la dynamisation des initiatives locales – Niger
- Maison guinéenne de l'entrepreneur (M.G.E.) – Guinée
- O.N.G. Échelle – Centrafrique
- Réseau d'appui aux initiatives locales (RAIL) – Niger
- Réseau Bilital Maroobé (R.B.M.) – Réseau des organisations d'éleveurs et pasteurs de l'Afrique – Burkina Faso
- V.S.F. Belgique – Belgique

Nos partenaires dans la participation à des actions de recherche

En articulation étroite avec ses autres activités, l'IRAM participe à des programmes de recherche en partenariat avec des unités de recherche de l'I.R.D., du CIRAD et de différentes universités. En 2015, nos principaux partenaires dans ce domaine sont :

- Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) – Département « environnement et sociétés »
- Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.)
- Institut des régions chaudes (I.R.C.) – SupAgroMontpellier
- Institut de recherche pour le développement (I.R.D.)
- Groupement d'intérêt scientifique pour l'étude de la mondialisation et du développement (GEMDEV)
- Plate-forme du commerce équitable (P.F.C.E.) – France

Nos partenaires dans la réalisation d'actions de formation

L'IRAM conçoit et anime des modules de formation pour plusieurs établissements d'enseignement supérieur français :

- AgroParisTech
- Centre d'études et de recherches sur le développement international (CERDI) – Clermont-Ferrand
- Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM – I.A.M.M.) – Montpellier
- Institut des régions chaudes – Montpellier SupAgro – I.R.C. – Montpellier
- ISTOM – École supérieure d'agro-développement international – Cergy-Pontoise
- *International Terra Institute* (I.T.I.) – France
- Muséum national d'histoire naturelle – Paris
- Université de Lille 1 – Faculté des sciences économiques
- Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne – Institut d'étude du développement économique et social (IEDES).
- Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne – U.F.R. de géographie
- Université de Rennes 1 – Faculté des sciences économiques

Maroc



L'IRAM est membre fondateur de :



Comité d'échanges, de réflexion et d'information
sur les systèmes d'épargne-crédit

L'IRAM est membre de différents réseaux, associations, groupes d'associations



Comité scientifique français de la désertification



L'IRAM est membre des conseils d'administrations



Crédit rural de Guinée



Comité éditorial : Étienne Beaudoux, Marie-Jo Demante, Anne Lhomme

Crédits photographiques : IRAM : Anne Bichard, Frédéric Bazin, Bernard Bonnet, Frédéric Bunge, Célia Coronel, François Doligez, Laurent Liagre, Cécile Patat, Christophe Rigourd, Laure Steer. Sylvestre Bienvenu Kongbo (O.N.G. Échelle)

Mise en pages : E. Jeudy

Impression : juin 2016 (Imprimerie Martin, Persan), sur papier recyclé



iram

**Institut de recherches et d'applications
des méthodes de développement**

www.iram-fr.org

IRAM Paris (siège social)

49, rue de la glacière — 75013 Paris

téléphone : + 33 (0)1 44 08 67 67 — télécopie : + 33 (0)1 43 31 66 31

iram@iram-fr.org

IRAM Montpellier

Parc scientifique Agropolis — Bâtiment 3 — 34980 Montferrier-sur-Lez

téléphone : + 33 (0)4 99 23 24 67 — télécopie : + 33 (0)4 99 23 24 68